

# BULLETIN DE L'UNION AFRICAINE (UA)

Stratégies Africaines | par | Patrick Ferras

## Sommaire

### I - Textes de réflexion

Franc CFA ?	page 02
Djibouti - Chine	page 03
Afrique	page 07
As the AU prepares to observe a number of elections before the end of the year the principles of the African charter will again be put to the test	page 10

### II- Revue de presse internationale

Somalie, Mali, Sahel	page 12
Ethiopie , Soudan du Sud	page 12
Burkina Faso, Sahel, Somalie	page 13
Ethiopie, Mali, Somalie	page 14
Afrique du Sud	page 15
Gabon, Soudan	page 16
Egypte-Afrique	page 17
Soudan - Soudan du Sud	page 18
Somalie	page 18
Soudan, Libye	page 19
Djibouti, Kenya-USA	page 20
Niger, Sahel-France	page 21
Soudan du Sud	page 21
Soudan et Soudan du Sud	page 22
Afrique - France, Sahel	page 22
Afrique-Russie	page 23
Sahel	page 24
Union africaine	page 24

### III - Une image... un commentaire

page 25

### IV - Nations Unies

ONU (Rép.Centrafricaine)	page 26
--------------------------	---------

### V - Une capitale africaine

Kigali (Rwanda)	page 27
-----------------	---------

### VI - Conclusion

page 28

## Edito

Le sommet annuel de l'Union africaine vient de se terminer (10 février 2020). Pendant un an, c'est l'Afrique du Sud qui assurera la présidence de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement. Le suspens autour de la désignation du secrétaire général de la Zone de libre-échange continental africaine est levé. Le sud-africain Wamkele Mene assurera cette fonction. De nouveaux élus sont membres du Conseil de paix et de sécurité (cf. actualités africaines).

En prononçant cette phrase : « *L'Afrique du Sud accueillera un sommet extraordinaire sur une initiative pour faire taire les armes au mois de mai prochain, pour travailler sur les questions de paix et sécurité en Afrique. Nous, Africains, nous devons nous attaquer au conflit et lutter contre le terrorisme qui fait tant de mal à nos pays, dans le Sahel, la corne de Afrique et même en Afrique australe*<sup>1</sup> » le nouveau président de l'UA a résumé l'ampleur de la tâche.

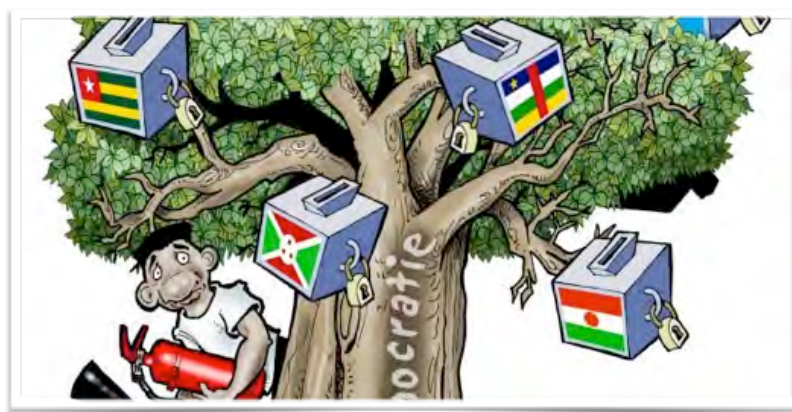
La présidence de l'UA, rôle essentiellement protocolaire, sera assurée par la RDC (Afrique centrale) en janvier-février 2021 conformément au principe de la rotation par région géographique pour les postes au sein de l'Union africaine.

**Patrick FERRAS**

*Stratégies africaines*

[www.csba-ferras.eu](http://www.csba-ferras.eu)

<sup>1</sup> RFI du 11 février 2020.





## I - TEXTES DE REFLEXION

### ❖ Franc CFA

Kako Nubukpo, Jeune Afrique - 22 janvier 2020

« Quand quelqu'un fait semblant de mourir, il faut faire semblant de l'enterrer », estime l'économiste Kako Nubukpo, qui envisage quatre scénarios consécutifs au remplacement du franc CFA par l'eco.

La libération de la parole monétaire en Afrique Zone Franc, consécutive à l'annonce le 21 décembre 2019 à Abidjan (Côte d'Ivoire) de la fin prochaine du franc CFA et son remplacement par l'eco, donne lieu à tous les excès possibles et imaginables, surtout de la part des « combattants de la 25e heure », qui découvrent aujourd'hui que le franc CFA n'est pas une monnaie compatible avec l'émergence de l'Afrique francophone.

Mais s'il est important de continuer à mettre la pression sur le franc CFA, il est également indispensable de proposer les contours envisageables de la transition vers la monnaie de remplacement, l'eco, dont la (re)naissance fut annoncée le 29 juin 2019 à Abuja (Nigeria) par le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao). À cet égard, quatre options – parmi d'autres – paraissent tenir la route pour marier les 15 États membres conviés au banquet de l'eco [1] :

#### • L'eco, simple avatar du CFA

Ce schéma, qui semble avoir inspiré les déclarations d'Abidjan du 21 décembre 2019, est fondé sur le respect des critères nominaux de convergence et une attraction forte pour un régime de change fixe avec l'euro. Il parie sur l'élargissement progressif de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) aux économies de la Cedeao ayant le même profil d'exportatrices de matières premières agricoles que celles de ses membres.

Dans cette option, la centralisation des réserves de change est fondamentale, et c'est le principal acquis de l'histoire du franc CFA. Elle suppose une grande solidarité politique entre États membres et il ne faudra pas l'oublier en cas d'élargissement de la zone monétaire. De même, la question de la garantie extérieure, telle que la France l'exerce dans le contexte institutionnel du franc CFA, a une forte dimension politique : elle fonde la stabilité du système en théorie et en pratique.

Si l'on garde le principe de la centralisation des réserves, mais en recentrant leur gestion dans un autre cadre institutionnel, la souveraineté monétaire passe de la France à l'Uemoa puis à la Cedeao. Se pose également la question de la parité : elle a fait l'objet il y a quelques années d'importants travaux pour proposer un système de changes flexibles, ou mieux, ajustables, car fondé sur un index calculé à partir d'un panier de monnaies. L'annonce faite à Abidjan du maintien d'un change fixe avec

l'euro à titre transitoire est le véritable point d'achoppement entre les tenants d'une monnaie flexible (Cedeao) et ceux d'un eco-CFA (Côte d'Ivoire et Sénégal).

#### • Un eco fondé sur la convergence réelle, celle du PIB/tête

Dans ce cas de figure, les économies de la Cedeao auraient l'obligation de converger vers le trio de tête que constituent le Cap-Vert, le Nigeria et le Ghana. L'eco aurait un régime de change flexible encadré par un ciblage de l'inflation. La dynamique de convergence serait alors toute autre et les États de l'Uemoa perdraient leur statut de bons élèves de la convergence, et donc de tracteurs du processus de mise en œuvre de l'eco.

Mais le Nigeria, véritable poids lourd de la Cedeao (70 % du PIB et 52 % de la population) est-il prêt à assumer un rôle de locomotive de la zone eco ? Pourquoi accepterait-il d'être le prêteur en dernier ressort de la Cedeao, rôle qu'il n'a pas voulu jouer lors de la mise en place de la seconde zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) en 2002, et surtout d'abandonner sa monnaie, le naira, dans un contexte actuel marqué par l'utilisation de la planche à billets pour résoudre les tensions internes à la fédération nigérienne ?

### • L'eco-naira

On reviendrait ici à la philosophie initiale de la ZMAO. En effet, le 20 avril 2000 à Accra (Ghana), *six pays ouest-africains (Gambie, Ghana, Guinée, Liberia, Nigeria, Sierra Leone) ont annoncé leur intention de créer une seconde zone monétaire en Afrique de l'Ouest avec comme monnaie l'eco, à côté du franc CFA de l'Uemoa*. Le projet prévoyait une fusion ultérieure de ces deux zones, afin de faire coïncider les frontières de l'Union monétaire avec celles de la Cedeao. En avril 2002, la Zone monétaire ouest-africaine (ZMOA) fut instaurée, et chaque pays s'engagea à maintenir son taux de change à l'intérieur d'une bande de fluctuations de 15 % par rapport au dollar.

Depuis lors, l'inertie fut palpable, s'agissant de la mise en place de la monnaie unique, avant le Sommet de la Cedeao du 29 juin 2019 à Abuja annonçant la création en 2020 de l'eco et le communiqué du Conseil des ministres de la ZMAO du 16 janvier dernier, accusant les États de l'UEMOA de violer l'esprit de la monnaie eco suite à la déclaration d'Abidjan. Tout ceci pourrait déboucher sur la création d'un « eco-naira », sous la houlette d'un Nigeria piqué au vif par l'initiative francophone d'un « eco-CFA » en passe de se réaliser.

### • L'eco, monnaie commune et non unique

Il s'agirait d'un accord plus « léger » que celui d'une monnaie unique. Cette idée, premier pas d'un processus d'intégration entre pays, a été proposée dès 1960, par l'économiste sénégalais Daniel Cabou, qui deviendra plus tard le premier secrétaire général de la BCEAO. La proposition, reprise neuf ans plus tard par l'économiste égyptien Samir Amin dans un rapport au président nigérian Amany Diori, fut finalement délaissée.

Elle pourrait resurgir aujourd'hui, si les pays qui ne sont pas encore en mesure d'adhérer à la monnaie unique se lient à celle-ci par des accords de taux de change. Les mécanismes de résorption symétrique des déséquilibres de balance commerciale pourraient aider à une remise en circulation des surplus à l'intérieur de la zone Cedeao, en incitant à des processus de spécialisation entre économies qui sont la base d'une augmentation du commerce

intra-zone. Laquelle est à son tour l'un des objectifs économiques et politiques majeurs du processus d'intégration.

Au final, plusieurs options sont sur la table des décideurs ouest-africains. Le processus de création de l'eco apparaît comme un véritable test de crédibilité de la vision et de la gouvernance ouest-africaines. Pour la France, ce processus serait plutôt un test de sincérité de sa volonté d'enterrer effectivement le franc CFA.

Un proverbe togolais dit: « quand quelqu'un fait semblant de mourir, il faut faire semblant de l'enterrer ». Organisons les funérailles du franc CFA et, au moment de son enterrement, c'est-à-dire lors de la création effective l'eco, on actera le décès de l'ex franc des colonies françaises d'Afrique. Si tel n'est pas le cas, il bougera et la lutte reprendra !

[1] Massimo Amato - Kako Nubukpo, *Una nuova moneta per gli Stati dell'Africa dell'Ovest. Le condizioni teoriche e politiche della sua fattibilità*, à paraître en mars 2020 dans *Moneta e Credito*, numéro spécial (*Modelli di sviluppo e aree monetarie: percorsi alternativi e vincoli strutturali*).

### ❖ Djibouti - Chine

13 novembre 2019

Les stratégies d'influence se sont considérablement intensifiées ces 5 dernières années autour du petit Etat de Djibouti (23.000 km<sup>2</sup>, moins de 900.000 habitants), ancien territoire français et indépendant depuis 1977. Djibouti revêt une importance stratégique majeure de par son positionnement sur l'axe entre la mer Méditerranée, la mer Rouge et l'océan Indien, devenue la quatrième route maritime mondiale avec 30 000 navires par an. Djibouti est également le port de l'Ethiopie, puissance économique majeure régionale sans façade maritime. Enfin, sept câbles sous-marins stratégiques dans le domaine des télécommunications, qui relient l'Asie et l'Europe, transitent au large du pays.

En 2017, la petite République de Djibouti a créé l'événement sur la scène internationale, en accueillant la première base militaire chinoise à l'étranger.

Adossée à l'immense port multifonction, lui aussi inauguré en 2017, cette base compte (officiellement) un contingent de 400 hommes chargés de protéger les intérêts et les ressortissants de l'empire du Milieu dans la région. Enfin, en juillet 2018, souhaitant asseoir encore davantage son statut de « hub économique régional » Djibouti a inauguré la plus grande zone franche internationale d'Afrique.

Annoncée comme « la première perle » du collier que Pékin veut créer le long de l'océan Indien pour protéger l'une de ses routes de la soie, la construction de la base militaire chinoise s'inscrit dans une stratégie économique silencieuse mais non moins efficace qui impose la Chine comme partenaire privilégié de Djibouti, prenant de court les Etats partenaires historiques tels que la France ou les Etats-Unis.

Cet essor économique, essentiellement financé par Pékin (la Chine investit 1 milliard de dollars par an, soit la moitié du PIB de Djibouti), pose néanmoins la question de la souveraineté nationale face au risque d'une mise sous tutelle économique, puis politique et militaire par la Chine. En effet, l'endettement de certains pays africains (à titre d'exemple, la dette de l'Angola vis-à-vis de la Chine s'élève à 25 milliards de dollars) a poussé les analystes à avancer le concept de la « diplomatie du piège de la dette ».

**La volonté pour Djibouti : d'un partenariat à une coopération globale avec la Chine**

Disposant de nombreux atouts géo-stratégiques, les autorités nationales veulent faire de Djibouti un pôle commercial et logistique de l'Afrique de l'Est.



A cet effet, des chantiers structurants ont été initiés, et le pays affiche un réel dynamisme économique (taux de croissance de 4,1 % en 2017, 6 % en 2018, 7,0 % en 2019, et des prévisions de 8,0 % sur la période 2020-2023). Les pouvoirs publics ambitionnent de faire du pays « le Singapour de la Mer Rouge », en s'appuyant sur la Chine, grand artisan de cette transformation, qui est devenue au passage, le premier des partenaires extérieurs du pays.

#### **Un Etat devenu stratégique**

En novembre 2017, lors d'une rencontre avec le président de la république de Djibouti, le chef du gouvernement chinois déclarait « La Chine et Djibouti continueront d'approfondir leur confiance mutuelle et leur partenariat pour qu'ils deviennent un modèle de coopération Sud-Sud ». Les deux pays « amis » et partenaires stratégiques, envisagent en effet une coopération globale. Mais ce projet entre le géant asiatique et le petit Etat africain, créant une relation asymétrique par nature, est-il réalisable ?

L'intérêt soutenu de la Chine pour Djibouti repose sur l'avantage géographique qu'il représente : situé sur le détroit de Bab-el-Mandeb, un des corridors maritimes les plus fréquentés au monde et qui contrôle l'accès à la mer Rouge. Le pays se trouve donc sur la route maritime qui permettrait à la Chine de rejoindre l'Afrique et l'Europe par la mer de Chine et l'océan Indien, dans le cadre du projet de nouvelles routes de la Soie, connu sous le nom de « One belt, one Road » (« La ceinture et la route »).

#### **Des besoins de financements structurants**

Depuis le début des relations bilatérales entre les deux pays en 1979, la Chine a directement financé de grands projets souhaités par les autorités djiboutiennes. Pékin a ainsi financé la construction des bureaux du ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale, un stade et le Palais du peuple. Cet effort a été décuplé à la suite du forum sur la coopération sino-africaine en 2000.

Parmi ces grands projets de développement on recense : la construction d'un hôpital dans le pays (Arta) pour 8,2 millions de dollars ; le financement de 2,41 millions de dollars pour la construction du nouveau siège du ministère des affaires étrangères ; la création d'un aqueduc transfrontalier de 102 kilomètres d'eau potable entre l'Ethiopie et Djibouti (financé par la China Exime Bank à hauteur de 3

22 millions de dollars); la réhabilitation de la ligne de chemin de fer entre l’Ethiopie et Djibouti, et enfin, la création de la plus grande zone franche internationale d’Afrique. Entre 2012 et 2018, le montant des investissements réalisés par la Chine à Djibouti s’élève à 14 milliards de dollars.

### ***Une tactique d’endettement systémique***

Un focus sur le projet de la zone franche et la ligne de chemin de fer transfrontalière, permet de mettre en lumière la stratégie économique mise en œuvre par la Chine pour prendre pied durablement dans le pays. Qualifié de « projet phare » par le président djiboutien Ismael Omar Guelleh lors de son inauguration en 2018, la zone franche internationale, dénommée Djibouti International Free Trade Zone (DIFTZ), a nécessité un investissement total de 3,5 milliards de dollars et s’étend sur une superficie de 4 800 hectares. Le gouvernement est l’actionnaire majoritaire avec trois groupes chinois. Connectée aux ports de Djibouti, la zone est destinée à diversifier l’économie du pays, créer des emplois et attirer des investissements, en permettant aux compagnies étrangères d’être exonérées de taxes et de bénéficier d’un soutien logistique. Néanmoins, même si selon le président djiboutien, ce projet pourrait permettre de faire croître le PIB du pays à 11 %, des experts internationaux ont commencé à mettre en garde sur la capacité de remboursement de la dette à la Chine. Le Fonds monétaire international a également alerté le pays concernant la hausse de la dette publique, passée de 43 % du PIB en 2014 à 84 % en 2018.

Différemment et pour conforter ses intérêts économiques en Ethiopie, Pékin s’est engagé dans la rénovation de la vieille ligne française de chemin de fer reliant Djibouti à Addis-Abeba. Ce projet de l’Ethio-Djibouti Standard Gauge Railway Share Company (EDR), est géré par un consortium d’entreprises chinoises pour une période de six ans. Il a coûté 3,4 milliards de dollars, financé à 70 % par la China Exim Bank, et s’est exclusivement appuyé sur une main-d’œuvre chinoise (rappel le taux de chômage à Djibouti est de 60%).

Ainsi, Pékin poursuit sa tactique d’endettement systémique de son partenaire djiboutien avec des projets structurants, assortis de taux d’emprunt importants. Via des contrats de « debt-for-equity » (dette contre capital), la Chine, peut lorsque le pays récepteur est en difficulté pour rembourser,

transformer ses créances en actifs physiques. A titre d’exemple, le Sri Lanka qui avait emprunté 1,4 milliard de dollars pour aménager un port en eau profonde, a dû en céder le contrôle à Pékin pour quatre-vingt-dix-neuf ans fin 2017, incapable de rembourser.

### **Quelles perspectives de souveraineté politique dans un contexte de dépendance économique ?**

Si l’afflux d’investissements étrangers a permis d’engendrer une croissance solide (7% en 2019), il a également conduit le pays vers le surendettement, avec une dette mettant en péril la souveraineté politique du pays. On assiste ainsi à une prise de conscience à la fois nationale mais aussi internationale, en particulier depuis l’inauguration de la base militaire chinoise en 2017, concédée jusqu’en 2026.

### ***Une prise de conscience nationale***

Officiellement, les rapports entre la Chine et Djibouti restent des plus cordiaux, mais officieusement, l’arrivée à échéance des premiers remboursements de la colossale dette publique (1,3 milliards de dollars) détenue par la Chine – plus de 60 % du PIB – a provoqué une prise de conscience des autorités djiboutiennes.

Le parlement djiboutien a ainsi adopté une loi controversée, en novembre 2017, autorisant le gouvernement à renégocier unilatéralement les contrats d’infrastructures stratégiques et, en particulier ceux ayant trait à la souveraineté de l’État et à l’indépendance économique du pays, afin de garantir les intérêts du pays, notamment dans le domaine de l’emploi. « La lune de miel semble terminée », assure un diplomate, qui voit, dans les efforts actuels du gouvernement djiboutien à tisser des liens avec les Indiens ou à renouer de bonnes relations avec les Français ou les Émiratis, le désir de sortir d’un partenariat un peu trop exclusif avec les Chinois.

Ainsi, début 2018, les travaux des deux nouveaux aéroports confiés à China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC) en 2015 ont été remis en cause (l’un devait compter deux pistes d’atterrissage, avec la capacité de traiter 600 000 tonnes de fret par an et le second devait desservir le détroit de Bab Al-Mandeb, une zone stratégique pour le commerce international et pour la Chine).



Selon Africa Intelligence, l'exaspération des Chinois a atteint son comble lorsque le président de Djibouti est revenu sur sa promesse de leur laisser le monopole des zones franches dans le pays, ouvrant ainsi le jeu à des groupes indiens et émiratis. Cette volonté de concurrence vient contrer les projets de Pékin, qui pensait s'être imposé grâce à sa puissance militaire et financière et à son fameux « partenariat stratégique ». En effet, pour Benjamin Barton, professeur de relations internationales à l'Université de Kuala Lumpur « Djibouti n'est que le début d'une nouvelle ère pour la Chine. Il s'agit avant tout de protéger ses intérêts commerciaux. Jusque-là, la Chine n'avait accès à aucun port militaire dans la région. Un navire chinois est même resté cent trente-quatre jours en mer faute de port d'accueil. Autre problème, on l'a vu avec la Libye et le Yémen, la capacité de la Chine à évacuer ses expatriés en cas de guerre ou de crise grave. Les attachés de défense chinois en Afrique ont eu beaucoup de difficultés à trouver des solutions logistiques pour évacuer leurs concitoyens. La Chine a donc besoin d'un pied-à-terre permanent dans la région. » De son côté, Djibouti s'inquiète du nombre de militaires chinois beaucoup plus nombreux que prévus sur son territoire, et de certains exercices de l'armée populaire, notamment avec des blindés de types 095 et 90-II, les plus modernes jamais utilisés en Afrique.

### ***Les réactions des partenaires historiques***

Dans le même temps, conscients des enjeux géostratégiques du territoire (notamment comme

base de projection dans les domaines de la lutte contre le terrorisme et la piraterie) et afin de contrer l'influence croissante chinoise désormais acteur économique incontournable du pays, les partenaires historiques que sont la France et les Etats-Unis (depuis 2001) se montrent plus présents.

Ainsi, le chef de la diplomatie américaine argue que les investissements américains vont dans le sens d'une « croissance soutenable », quand les investissements chinois encourageraient une forme de « dépendance ». Quant au commandant des forces américaines pour l'Afrique (AfriCom), « les États-Unis ne seront jamais capables d'investir autant que la Chine en Afrique, mais l'heure est venue d'en tirer les conséquences stratégiques ». Ce changement de posture s'inscrit dans un contexte plus global de montée en puissance militaire de la Chine, en passe de devenir, début 2020, la première puissance maritime mondiale, devant l'US Navy, avec un deuxième porte-avions en test, un autre en construction et quelques 400 navires de surface et sous-marins. Longtemps considérée comme une nation défensive, la Chine se structure désormais pour projeter son armée au-delà de ses frontières. Cette prise de conscience américaine est d'autant plus exacerbée qu'à Djibouti, la base US est située non loin de la base chinoise, et qu'historiquement, jamais les soldats des deux pays n'ont été aussi près les uns des autres.

La France, qui reste en 2019, la seule nation ayant une base à

Djibouti assortie d'un accord de défense envers le pays, a également opéré un mouvement retour. Conscient des enjeux liés à cet axe stratégique vital pour la défense et la sécurité du pays (projections Méditerranée/mer Rouge/océan Indien), le président français y a effectué une visite en mars 2019. Le président Emmanuel Macron a rappelé que la France dispose toujours à Djibouti de sa plus grande base militaire à l'étranger (1450 hommes) et qu'elle y remplit pleinement les obligations de ses accords de défense dans une région en bouillonnement constant. Le président français a également déclaré lors de sa conférence de presse conjointe avec son homologue djiboutien, Ismail Omar Guelleh : « Djibouti a joué un rôle majeur dans la sécurisation de la Somalie. Notre souhait est de poursuivre cette coopération (...) et d'intensifier la lutte contre la piraterie... » Je ne voudrais pas que des investissements internationaux viennent affaiblir la souveraineté de nos partenaires historiques ou à fragiliser leur économie dans la durée. Parce que le bon investissement, c'est celui qui permet de donner du travail et d'améliorer le cadre de vie au quotidien », a enfin averti M. Macron, au sujet de la stratégie chinoise.

Face à la Chine, le président français a voulu proposer une approche différente, l'enjeu pour la France étant de conserver son influence dans un pays qui suscite les convoitises des grandes puissances et de promouvoir un autre modèle de développement pour son ancienne colonie.

« Les entreprises (françaises) sont en mesure de proposer un partenariat respectueux », faisant implicitement référence à la société française Colas qui à plusieurs reprises, a répondu à des appels d'offres lancés par Djibouti en matière de terrassement et de travaux publics, mais sans pouvoir aboutir face à la concurrence chinoise.

La Chine a beaucoup misé sur Djibouti et sa position stratégique dans la Corne de l'Afrique. En cinq ans, Pékin a injecté quelque 14 milliards de dollars (11 milliards d'euros) dans l'économie djiboutienne, en

appliquant sa stratégie, comme dans d'autres régions : d'abord le civil, ensuite le militaire, aboutissant à réduire considérablement la souveraineté et l'indépendance nationales. L'endettement de pays d'accueil comme Djibouti atteint des seuils qui rendent vite tout remboursement impossible et ce, d'autant plus, que la croissance n'est pas inclusive et ne profite pas à la majorité de la population. Structurellement débiteurs, ces mêmes pays deviennent ainsi les vassaux de la Chine, ou l'application des concepts de guerre de Sun Tzu : gagner la guerre sans la faire...



Djibouti - Mosquée construite par la Turquie (inaugurée en janvier 2020)

## ❖ Afrique

### Jeune Afrique - 22 janvier 2020

Le directeur général de l'Agence française de développement (AFD) détaille les modalités de son action et cerne, à l'orée d'une nouvelle décennie, les grands enjeux auxquels fait face le continent.

C'est un Rémy Rioux affable, disponible et particulièrement au fait des enjeux économiques africains qui nous a reçus. Pendant deux heures, le patron de l'Agence française de développement (AFD) a défendu le rôle des institutions financières publiques dans la promotion de la croissance et de la stabilité sur le continent, de même que l'efficacité et la solidité de

l'action française et européenne en Afrique. De la situation sécuritaire au Sahel au remplacement du franc CFA par l'eco, en passant par les enjeux climatiques et le futur de la coopération entre les deux rives de la Méditerranée, l'ancien condisciple du Premier ministre français, Édouard Philippe, à l'École nationale d'administration a également passé en revue les sujets clés de l'économie africaine en 2020.

C'est d'ailleurs le titre d'un nouvel ouvrage de « la plus ancienne institution de développement au monde », créée en 1941 et implantée à Dakar dès l'année suivante, et dont les engagements sur le continent ont atteint 14 milliards d'euros en 2019 (contre 11,4 milliards en 2018).

**Jeune Afrique : L'AFD vient de publier *L'économie africaine en 2020* aux éditions La Découverte. Dans quel but et quels sont les principaux enseignements de l'ouvrage ?**

**Rémy Rioux :** C'était extravagant ! Il n'existait pas de publication annuelle, au format de poche, sur les grands enjeux économiques du continent. Cette publication annuelle sur les grands enjeux économiques de l'ensemble du continent fait partie de notre stratégie « Tout Afrique ».

Dans son ensemble, sans fausse dichotomie Nord/Sud, avec son PIB de 2 500 milliards de dollars et sa population de 1,3 milliard d'habitants, l'Afrique a le même poids que l'Inde ! Or elle suscite encore des réticences, quand nul investisseur ne doute de l'intérêt du marché indien. L'ouvrage bat en brèche nombre d'idées reçues. Par exemple, l'Afrique en « crise sécuritaire aiguë », c'est 5 % seulement de l'économie du continent ! Notre approche africaine se reflète dans les engagements du groupe AFD : ils ont atteint 14 milliards en 2019, dont la moitié en Afrique, comme nous nous y sommes engagés.

**Parlons de ces engagements. L'AFD est très présente au Sahel, par exemple, où l'action de la France paraît loin de faire l'unanimité. Comment l'entendez-vous ?**

Je comprends l'attente très forte sur les sujets de sécurité et suis solidaire des forces armées africaines, françaises et internationales qui combattent. Mais, contrairement aux idées reçues, le Sahel enregistre la plus forte croissance en Afrique (avec un taux de 5,4 % attendu en 2019), grâce à la bonne performance de l'or et du fer et à une pluviométrie favorable au secteur agricole. Méfions-nous des causalités trop

simples. La partie est loin d'être jouée dans le Sahel. Faisons de la croissance et de l'emploi des forces de réconciliations. J'ajoute que, dans les activités quotidiennes de l'AFD, je ne perçois pas de sentiment antifrançais sur le terrain.

**Existe-t-il une coordination entre l'AFD et le G5 Sahel [cadre de coopération pour la sécurité et le développement entre la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad] ?**

Oui, nous appuyons nos collègues du G5 dans leurs actions de développement. C'est la mission de « l'Alliance Sahel », coalition d'institutions financières dont l'AFD est membre [créée en juillet 2017, elle réunit la France, l'Allemagne, l'UE, la Banque Mondiale, la BAD, le PNUD, l'Espagne, l'Italie, le Royaume-Uni, le Luxembourg, le Danemark et les Pays-Bas]. Avec une obligation de résultats. De très nombreux projets sont en train de sortir de terre dans les zones de tension, pour redonner des perspectives. Je pense à la centrale hybride de Kiffa, que j'ai visitée avec Jean-Yves Le Drian, à ce que nous faisons à Menaka.

Ou bientôt au barrage de Kandadji [130 MW], au Niger, que nous finançons avec la Banque mondiale. Depuis le déclenchement de l'opération Serval, l'AFD a engagé plus de 2,5 milliards d'euros au Sahel. Nous avons désormais une direction régionale Sahel. Et, nous finançons des projets à double détente, avec des composantes rapides pour que les populations voient de premiers résultats et reprennent confiance.

**Vu la situation, certains privilégient plutôt le règlement prioritaire de la question sécuritaire...**

Il faut regarder le Sahel en « Vision 3D », avec la défense et la diplomatie mais sans oublier le

développement. C'est le message du président Emmanuel Macron depuis son premier déplacement à Gao, en mai 2017, où je l'accompagnais. C'est l'ambition de la Coalition pour le Sahel, bâti à Pau le 13 janvier et dont l'Alliance Sahel est un pilier majeur...

**Vous étiez également à Abidjan, le 21 décembre, lors de l'annonce de la transition du franc CFA vers l'eco. Est-ce la fin d'une époque ?**

J'étais effectivement dans la salle lorsque le président Alassane Ouattara a annoncé les réformes pour l'instauration de l'eco. J'ai été frappé par l'émotion de mes collègues ouest-africains – je pense au Gouverneur Tiémoko Meylet Koné [de la BCEAO] que je salue avec respect et amitié – et par la belle image de partenariat et de coopération entre les présidents français et ivoirien. Les changements annoncés marquent une évolution importante, qu'il s'agisse de la suppression du compte d'opération, du changement de dénomination ou du retrait de la France des conseils d'administration de la BCEAO que je connais bien pour y avoir souvent siégé. Un espace politique et technique s'est ouvert pour plus d'intégration régionale et pour mieux financer les économies de la CEDEAO.

**Plusieurs critiques estiment qu'il ne s'agit que d'ajustements cosmétiques, vu le maintien de la parité avec l'euro...**

Conserver la garantie de l'État français, qui est un élément fort de stabilité, et garder la parité fixe avec l'euro sont des décisions sages. On peut toujours débattre de l'ajustement d'une monnaie aux fondamentaux économiques, mais une monnaie forte est la garantie d'une inflation modérée, ce qui protège les populations les plus vulnérables. Au demeurant, la monnaie est un sujet d'abord



politique, et il ne faut pas sous-estimer la force d'une union monétaire.

Dans le débat autour du franc CFA, personne n'a émis l'idée de revenir aux monnaies nationales ! On peut estimer que, ce qui a sauvé la Côte d'Ivoire en 2011, c'est le franc CFA, c'est la solidarité politique de ses sept voisins, qui ont reconnu la légitimité du gouvernement nommé par le président Ouattara. À cet égard, le rôle de feu Charles Koffi Diby [nommé ministre des Finances du gouvernement de Laurent Gbagbo, il avait rallié celui du président Ouattara], à l'époque, a été déterminant !

**Vous évoquez la solidarité et l'intégration régionales. La Zone de libre-échange continentale africaine (Zleca) est entrée en vigueur. Quel regard portez-vous sur ce projet ?**

C'est un signal incroyable que vient de nous envoyer l'Afrique, alors que d'autres régions du globe sont engagées dans une guerre commerciale. Et c'est un message que nous, en Europe, entendons clairement. Pour son premier voyage à l'étranger, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, s'est rendue en Éthiopie au début de décembre. Charles Michel, le président du Conseil européen, était présent au sommet de Pau. Je crois qu'il y a une nouvelle génération qui – comme le président Macron – ouvre un nouveau chapitre dans la relation entre l'Europe et l'Afrique. Les institutions européennes de financement du développement entendent ces messages politiques et travaillent collectivement pour coopérer avec l'Afrique et échanger sur nos trajectoires et solutions de développement respectives.

**Comment cela cadre-t-il avec la fin, prévue en 2020, des accords de**

**Cotonou entre l'UE et les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) ?**

Il y a une forte volonté d'avoir un pilier africain plus fort, avec un dialogue politique renforcé entre l'Union africaine et l'Union européenne. C'est très heureux et opportun.

**Avec la sortie du Royaume-Uni de l'UE, n'y a-t-il pas un risque de concurrence exacerbée entre acteurs britanniques et européens sur le continent ?**

Le Brexit ne doit pas nous empêcher de travailler ensemble. J'ai été récemment invité par Matthew Rycroft, le secrétaire permanent du Département du développement international (DFID), à m'exprimer devant l'ensemble des directeurs de leur réseau. Et je serai bientôt à Londres pour contribuer au succès indispensable de la COP 26 de novembre prochain.

Il faut accélérer notre coopération en Afrique et pour le climat. Il n'y a pas assez d'investissements dans ces domaines, encore moins un risque de surconcurrence. Et l'AFD veut être utile partout : il y a deux ans, nos deux premiers pays d'intervention dans le monde étaient le Nigeria et la Côte d'Ivoire ! Et nous avons investi plus de six milliards d'euros pour le climat l'année dernière, dont deux pour l'adaptation.

**Le soutien au secteur public (souverain) représente encore 46 % des interventions africaines de l'AFD. Et ce dans un contexte d'inquiétude croissante sur l'endettement des pays africains, vis-à-vis de la Chine par exemple. Partagez-vous cette préoccupation ?**

Le niveau de la dette publique s'est en effet accru dans de nombreux pays africains, qui ont investi dans leurs infrastructures. Et, compte tenu des besoins, il est difficile

d'imaginer que ces États arrêteront d'investir. Le sujet est d'ailleurs moins la Chine que l'augmentation des émissions obligatoires internationales à des taux d'intérêts élevés exigés par des investisseurs qui ont une faible connaissance de l'Afrique.

Il faut un surcroît de pédagogie et une explication des réformes menées pour arriver à une évaluation correcte du risque africain. Les marchés sont imparfaits, mais ce sont les marchés. Les États africains devraient aussi travailler sur la mobilisation des ressources domestiques, ce qui passe par la lutte contre les flux illicites de capitaux et une meilleure collecte fiscale. Historiquement, le développement est toujours allé de pair avec une évolution régulière de la collecte fiscale.

À la fin d'octobre, Rémy Rioux a été réélu à la tête de l'International Development Finance Club (IDFC), qui réunit 26 banques publiques de développement, dont l'AFD, la KfW allemande, la China Development Bank, ainsi que la Banque ouest-africaine de développement (Boad), la Caisse de dépôts et de gestion (CDG) du Maroc et la Development Bank of Southern Africa (DBSA). Ce club revendique plus de 4 000 milliards de dollars d'actifs et investit dans la mise en œuvre de l'accord de Paris sur le climat et des Objectifs du développement durable.

Au dernier trimestre de 2020, Rémy Rioux espère réunir à Paris l'ensemble des banques de développement, qui seraient plusieurs centaines et représenteraient au moins 10 % des investissements réalisés sur la planète. Une démonstration de force qui devrait contredire l'image négative de ces institutions véhiculée par le Consensus de Washington sur le retrait des États du secteur financier.

❖ **As the AU prepares to observe a number of elections before the end of the year the principles of the African charter will again be put to the test**

**PSC Report - 14 novembre 2019**

Last month a Constitutional Term Limits Summit was held in Niamey, Niger, to discuss the issue of constitutional amendments through which many African heads of states have sought to extend their rule. The summit was hosted by Niger's outgoing president Mahamadou Issoufou.

Constitutional amendments pose a serious problem for peaceful transitions of power in Africa, even though this principle is enshrined in the African Union's (AU) African Charter on Democracy, Elections and Governance. Adopted in January 2007, the charter is the AU's policy to promote and cement democracy, free and fair and transparent elections, as well as good governance on the continent. It came into force in February 2012.

As the AU prepares to observe a number of elections before the end of the year – notably in Namibia, Mauritius, and as authorities in Guinea are seeking to amend the constitution to allow 82-year-old Alpha Condé to run for a third term – the principles of the charter will again be put to the test.

As the AU prepares to observe a number of elections before the end of the year the principles of the charter will again be put to the test.

The charter is a comprehensive policy document that covers a wide range of areas, including 'democracy and respect for human rights; rule of law premised on the supremacy of the constitution; the holding of democratic and credible elections; prohibition and rejection of unconstitutional changes of government; promotion and protection of the independence of the judiciary; sustainable development and human security; fostering citizen participation; transparency and accountability in the management of public affairs'.

Thirty-four countries have so far ratified the charter, 15 have signed but not ratified, and six have not signed. After the push for democracy in the late 1980s and early 1990s, the continent experienced some setbacks that hindered the

establishment of burgeoning democratic institutions and a nascent democratic culture in post-independence Africa. The rationale for the charter was to contribute to the revitalisation and consolidation of democratic structures and accompanying practices. The rationale for the charter was to contribute to the revitalisation and consolidation of democratic structures

Although the number of ratifications and signatures is commendable, the charter still faces numerous challenges, not least of which are the implementation and domestication of its principles by those countries.

States that have ratified are also required to submit a biennial report on the measures taken to implement the charter from the day it came into force for them. Since 2012, only two reports have been submitted - Togo and Rwanda who ratified the charter in March 2012 and July 2010, respectively. Ghana who ratified the charter in October 2010, is said to be in the process of submitting its report.

While the charter is not a panacea for solving all the continent's democratic ills, it is part of the solution to the many governance problems that create conflict and instability in Africa. It is therefore important to continue encouraging its ratification, domestication and implementation.

**What are the challenges?**

The main stumbling block for states when it comes to ratification, or domestication or implementation, is their commitment to take the necessary steps to effect the changes needed.

The main stumbling block for states is their commitment to take the necessary steps to effect the changes needed

Other factors impeding ratification by the 15 signatory states could be circumstantial or structural. A state may have signed the charter in particular circumstances, but didn't follow up with ratification simply because the national institutions in charge of taking the next steps failed to do so. This could be because it isn't a priority for those authorities.

So while a state's president may have signed the charter during an AU meeting, the ratification may involve various ministerial departments and parliament, with one of the entities having to take the lead and involve all national stakeholders in the process.

Ratifying states also need to take adequate measures to align their national institutions and mechanisms to the principles enshrined in the charter. This means that, ideally, all stakeholders must again partake in a process that weaves or reweaves as inclusive and broad a 'social contract' among people as possible. States are often cautious about the cost – financial and more importantly political – of making such institutional changes. This may largely explain why ratifying states haven't complied with their reporting obligations.

States are often cautious about the cost – financial and more importantly political – of making such institutional changes

While for many countries national legislation might be on par with the charter's principles, the next step of its implementation and domestication becomes the real test. This is a process that demands commitment from all stakeholders,

and because each country will be different, it is important that states report back.

#### **Convoluting views and aspirations about democracy**

Although most AU member states have signed and ratified the charter, there seems to be a gap between this and what they believe and practise. Democracy continues to be subverted in many ways, and it's crucial to keep strengthening democratic institutions.

Democracy continues to be subverted in many ways, and it's crucial to keep strengthening democratic institutions

Debates around democracy in Africa have tended to emphasise the fact that democracy is not perfect anywhere in the world, that the continent cannot duplicate a democratic model that doesn't fit its realities. The conclusion is that Africa needs its very own brand of democracy.

While pointing out the flaws of the liberal democratic model is understandable, this way of framing the discussion raises questions.

First, are the charter's principles not 'African' enough? This could constitute perhaps the biggest challenge to the charter – a dissonance between its values and an ideological or philosophical detachment from them by those translating the charter's vision into action.

Second, what would an 'African democratic model' look like? Is it about democratic values or is it about how those are turned into democratic institutions and practices, or even a democratic 'culture'?

Answers to these questions can help refocus the debate about what democracy should be like on the continent, and how it can benefit the people of Africa.



## II - REVUE DE PRESSE INTERNATIONALE DEFENSE

### ❖ RDC - octobre 2019

Au cours d'une conférence de presse jeudi 31 octobre à Beni, le porte-parole des FARDC, général-major Léon Kasonga, a annoncé le lancement depuis la veille des « opérations offensives de grande envergure » contre tous les groupes armés actifs dans l'Est de la RDC, notamment les ADF.

« Ces opérations déclenchées ont pour objectif d'obtenir que ces groupes-là soient éradiqués à terme, de manière définitive. Et je vous dis que cette fois-ci, c'est la dernière par ce que les hommes, les matériels et la détermination sont tels que quiconque - groupe armés ou autres mouvements auteurs de l'insécurité dans l'Est de la RDC - seront éradiqué. »

Selon le général-major Léon Kasonga, les opérations se feront sur terrain avec l'appui de la Mission onusienne. « La MONUSCO est un partenaire essentiel privilégié. Non seulement qu'elle continuera de protéger les agglomérations et la population congolaise, mais, également à la demande des forces armées congolaises, la MONUSCO pourra apporter des appuis de différentes sortes », a-t-il précisé.

### ❖ Somalie

6 novembre 2019, par french.china.org.cn

De fortes pluies et les inondations ont entraîné le déplacement de plus de 300 000 personnes en Somalie et au Somaliland depuis septembre dernier, a déclaré Andrej Mahecic, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), lors d'un point de presse à Genève.

### ❖ Mali

novembre 2019

Quarante-neuf soldats maliens ont été tués dans l'attaque du camp d'Indelimane, près du Niger, dans le nord-est du pays, selon les autorités. Un mois plus tôt, 40 soldats avaient trouvé la mort dans une double attaque jihadiste près de la frontière du Burkina Faso. L'organisation Etat islamique a revendiqué l'attaque dans un communiqué signé de sa "Province Afrique de l'Ouest", ainsi que la pose d'une bombe artisanale dans la même zone qui a tué un soldat français de l'opération Barkhane. Les revers subis par l'armée malienne renforcent les interrogations sur sa capacité à faire face aux agissements jihadistes et aux autres violences auxquelles le Mali est en proie depuis 2012 et qui ont fait des milliers de morts, civils et combattants.

### ❖ Sahel

novembre 2019

Des forces spéciales mises à disposition par des pays européens devraient être déployées en 2020 au Mali en soutien à l'armée nationale dans son combat contre le jihadisme en pleine expansion, a indiqué la ministre française des Armées Florence Parly. L'unité s'appellera Takuba ("sabre" en tamasheq, langue touareg), en écho au nom de la Task Force Sabre, les forces spéciales de la mission Barkhane déployée au Mali, a-t-elle dit.

### ❖ Ethiopie

novembre 2019

L'Ethiopie va bientôt importer du pétrole raffiné du Soudan du Sud en remplacement de celui, plus cher, produit au Proche-Orient, selon l'agence de presse chinoise Xinhua. C'est le ministre éthiopien des Mines et du Pétrole, Koang Tutlam, qui a annoncé cette décision le 30 octobre 2019, lors d'une conférence de deux jours sur l'énergie organisée à Juba par le ministère du pétrole du Soudan du Sud en partenariat avec African Oil and Power. Organisation réunissant des ministres, des hauts fonctionnaires et des hauts dirigeants de sociétés du secteur privé de l'énergie, qui a pour but d'explorer les moyens d'utiliser les ressources pétrolières pour œuvrer à une stabilité économique.

### ❖ Soudan du Sud

8 novembre 2019

La formation de l'équipe gouvernementale d'union nationale était initialement prévue en mai, mais elle avait déjà été repoussée une première fois au 12 novembre. Un délai de cent jours a été accordé jeudi 7 novembre aux belligérants du conflit sud-soudanais – le président Salva Kiir et le chef rebelle Riek Machar – pour leur permettre de former un gouvernement d'union nationale et éviter que leur pays ne replonge dans un conflit à grande échelle. Les parties « se sont accordées pour étendre la période de prétransition de cent jours à compter du 12 novembre 2019 », selon le communiqué final de la rencontre de jeudi lu à la presse par le

ministre ougandais des affaires étrangères Sam Kutesa. Outre MM. Kiir et Machar, qui n'ont fait aucun commentaire à la presse, étaient également présents à cette réunion, tenue dans le palais présidentiel d'Entebbe près de Kampala, le président ougandais Yoweri Museveni, le général Abdel Fattah Al-Burhane, chef du Conseil souverain soudanais, et le représentant spécial du Kenya pour le Soudan du Sud Kalonzo Musyoka.

### ❖ Burkina Faso

7 novembre 2019 - Par RFI

Au Burkina Faso, après l'attaque du convoi de la société minière canadienne Semafo qui a fait au moins 38 morts et des dizaines de blessés, le chef de l'État Roch Marc Christian Kaboré qui a présidé une réunion de crise, s'est adressé à la nation. Le président du Faso a traité **cette attaque du convoi des travailleurs** de la société minière Semafo, de barbarie inqualifiable, lâchement mené par des individus armés non identifiés. « Ces actes ignobles, a-t-il dit, qui relèvent d'une autre époque, visent à semer la psychose au sein de notre peuple, et à déstabiliser notre démocratie. »

En même temps qu'il engage les Forces de défense et de sécurité burkinabè à traquer et combattre, sans concession, les terroristes et tous leurs complices, Roch Marc Christian Kaboré estime que seule une mobilisation générale pourra venir à bout du terrorisme au Burkina Faso : « J'ai ordonné le recrutement de volontaires pour la défense de la patrie, dans les zones sous menace. Seule une mobilisation générale des fils et des filles de la nation sans considération de religion, d'ethnie, d'opinion politique et de confession religieuse est à même de vaincre ces meurtriers qui rêvent de soumettre notre patrie à leur dictat machiavélique. »

### ❖ Sahel

novembre 2019 - Par RFI

La Force militaire anti-djihadiste du G5 Sahel, conjointe à cinq pays, continue de faire face à un « manque persistant de matériel et de formation » et a besoin « d'un soutien accru », selon un rapport du secrétaire général de l'ONU. La période étudiée dans ce document, entre mai et octobre, « a été marquée par la faible intensité des activités de la Force conjointe, dont les mouvements ont été limités par la saison des pluies et les opérations, mises à mal par le manque persistant de matériel et de formation », explique Antonio Guterres dans son document remis au Conseil de sécurité. Il évoque ainsi seulement deux opérations fin mai et fin juin, sans exclure d'autres missions restées confidentielles.

Dans le même temps, « les conditions de sécurité ont continué de se détériorer dans toute la région du Sahel, comme en témoignent les attentats perpétrés par des groupes terroristes contre des civils et des membres des forces de sécurité et la persistance des violences intercommunautaires », relève le patron de l'ONU, en pointant une hausse des attentats au Burkina Faso. « Je reste profondément préoccupé par l'escalade de la violence qui, du Sahel, s'est étendue aux Etats côtiers d'Afrique de l'Ouest bordant le golfe de Guinée. Les groupes terroristes ont consolidé leur ancrage dans la région du Sahel, faisant basculer de vastes pans de territoire dans l'instabilité et attisant les violences ethniques, notamment au Burkina Faso et au Mali », déplore Antonio Guterres.



### ❖ Somalie - Qatar

17 novembre 2019 - Par french.news.cn

L'émir du Qatar, cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, a reçu un message du président somalien Mohamed Abdullahi Farmajo au sujet de des relations bilatérales et des moyens de les développer, a annoncé la cour royale qatarie dans un communiqué. Ce message lui a été transmis par le Premier ministre somalien, Hassan Ali Khayre, qui a rencontré l'émir du Qatar au palais royal. Les deux hommes ont fait le bilan de la coopération entre les deux pays, et ont discuté des moyens à leur disposition pour les développer. Au début du mois, le Qatar a organisé un pont aérien pour porter secours aux victimes des inondations en Somalie, après que plusieurs villes et villages somaliens ont été submergés par les eaux, chassant des milliers de personnes de leur foyer.

Un peu plus tôt, Doha a également hébergé une réunion ministérielle du Groupe de contact sur la Somalie de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), à laquelle ont participé 15 Etats membres de l'OCI. La réunion visait à trouver des appuis internationaux pour aider le peuple somalien à retrouver la sécurité, la stabilité et le développement, ainsi qu'à atténuer les effets des catastrophes naturelles dans ce pays africain.



## ❖ Ethiopie

novembre 2019 par Le Point

L'Ethiopie, qui vient de recevoir le prix Nobel de la Paix, demande à la France des armements pour des milliards de francs. Le Premier ministre a envoyé sa "liste des courses" à Emmanuel Macron.

L'information est révélée lundi dans l'hebdomadaire français Le Point. Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed veut moderniser sa vieille armée de l'air et, pour cela, il a adressé une lettre officielle au président français.

Il y demande une douzaine d'avions de combat (dont le Rafale, fleuron du constructeur Dassault), 18 hélicoptères français, une dizaine de drones dernier cri ou encore des radars et des systèmes pour brouiller les communications. La facture totale devrait approcher les 4,4 milliards de francs.

### Aussi des missiles nucléaires

"Plus extravagant encore", souligne la journaliste Arianne Lavrilleux lundi dans l'émission Tout un monde: la missive mentionne aussi des missiles nucléaires. Auteure de l'article, elle souligne cependant qu'il est peu probable que la France accepte puisque les deux pays ont signé le traité de non-prolifération nucléaire.

Le problème de l'Ethiopie est qu'elle n'a pas les moyens de s'offrir ces armements. "Son Premier ministre le reconnaît lui-même et écrit qu'il aura besoin d'un prêt pour tous ces équipements", relève Arianne Lavrilleux. Addis-Abeba achèterait donc à crédit les armes françaises et c'est l'Etat français qui garantirait ce prêt. "Donc si l'Ethiopie n'arrivait pas à rembourser, c'est le contribuable français qui paierait."

### S'imposer comme puissance régionale

Et si l'Ethiopie a besoin d'autant d'armes alors qu'elle vient de faire la paix avec l'Erythrée après plusieurs décennies de conflits, c'est pour réaffirmer son statut de puissance régionale, explique la journaliste. Car "le prix Nobel de la Paix est venu confirmer sa légitimité sur la scène géopolitique."

En construisant une armée puissante, l'Ethiopie espère renforcer sa crédibilité dans la Corne de l'Afrique et installer son image de gardienne locale de la paix auprès des institutions internationales. "Elle est déjà présente dans plusieurs missions de maintien de la paix de l'ONU en Afrique de l'Est", rappelle Arianne Lavrilleux. C'est aussi une manière de s'imposer face à ses voisins, de grandes puissances comme le Kenya et l'Egypte, qui ne voient pas forcément d'un bon œil la montée en puissance de l'Ethiopie.

### Un pays au bord de l'implosion

Mais c'est un pari risqué au moment où le pays est le théâtre de violentes manifestations. La chercheuse Sabine Planel estime que l'Ethiopie est au bord de l'implosion interne, souligne Arianne Lavrilleux.

"Les tensions sont très profondes entre le président et une partie de la communauté Oromo et le risque, en restructurant l'armée, est que le gouvernement décide aussi de renforcer ses pouvoirs et d'opter pour une résolution violente et autoritaire de la crise actuelle."

## ❖ Mali

novembre 2019

Une nouvelle attaque attribuée aux jihadistes a coûté la vie à 24 soldats maliens au sud de Ménaka, à la frontière avec le Niger. Celle-ci intervient alors que l'armée malienne a essuyé une centaine de morts depuis le début du mois de novembre. Les « terroristes » ont eux-mêmes perdu 17 hommes, tués

dans les combats de lundi, et une centaine de « suspects » ont été capturés, a dit l'armée malienne sur les réseaux sociaux. Les forces maliennes et nigériennes menaient une opération conjointe contre les jihadistes quand une patrouille a été attaquée à Tabankort, a indiqué l'armée malienne. De leur côté, on « déplore 24 morts, 29 blessés et des dégâts matériels ». L'attaque constitue un coup dur de plus pour l'armée malienne après la mort d'une centaine de soldats dans deux attaques jihadistes en un mois cet automne dans les mêmes confins du Mali, du Niger et du Burkina Faso. C'est aussi une illustration supplémentaire de la dégradation continue de la sécurité qui alarme la communauté internationale dans cette région et plus largement au Sahel.

## ❖ Somalie

21 novembre 2019 - ONU

« Les dirigeants somaliens doivent agir de toute urgence pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent le gouvernement central et les États membres de la Fédération », a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie, James Swan, devant les membres du Conseil. « Après plus d'un an sans coopération efficace entre le gouvernement central et les principaux États membres de la Fédération, cette situation est devenue un obstacle à la réalisation d'importantes priorités nationales », a-t-il ajouté. L'envoyé de l'ONU a rappelé la réalisation d'importants progrès au cours de la décennie passée, dont la mise en place d'institutions nationales et fédérales, des gains militaires importants contre le groupe extrémiste Al Shabaab, le renforcement de la croissance économique et l'amélioration de la gestion du secteur public.

James Swan a cité d'autres progrès réalisés au cours des derniers mois : la Somalie reste sur la voie de l'allégement de la dette ; un nouveau plan de développement national a été adopté par le gouvernement en septembre ; et l'armée nationale somalienne a conservé le territoire repris à Al Shabaab cet été dans le Bas Shabelle. Sur le front diplomatique, le Président Mohamed Abdullahi 'Farmajo' et son homologue kényan, le Président Uhuru Kenyatta, se sont rencontrés la semaine dernière et ont annoncé leur intention de normaliser les relations bilatérales tendues depuis février.

L'envoyé de l'ONU estime que la poursuite des progrès en 2020 en Somalie nécessitera un degré élevé de consensus politique et impliquera un dialogue et un esprit de compromis entre le gouvernement central et les États membres de la Fédération ; entre l'exécutif et le législatif ; entre ceux actuellement au pouvoir et ceux qui ne le sont pas ; et entre les dirigeants et les anciens au niveau communautaire, les organisations de la société civile, les groupes de femmes et de jeunes. James Swan a souligné que la dynamique politique en Somalie est de plus en plus alimentée par les élections prévues en 2020. « À l'approche des élections, je demande aux autorités de tous les niveaux de gouvernement de veiller à ce que l'espace politique soit préservé. Les citoyens doivent avoir le droit de prendre la parole, d'accéder aux médias, de s'organiser, de se rencontrer, et de voyager pour mobiliser leurs compatriotes somaliens dans tout le pays », a-t-il dit. « Dans le même temps, j'appelle tous les dirigeants politiques à agir avec responsabilité, à éviter la violence et à protéger l'intégrité des institutions nationales ».

### ❖ Afrique du Sud

29 novembre 2019 par ISS Peter Fabricius

Are the latest military exercises an early sign of a shift away from Nato and the West?

This week's unprecedented joint trilateral sea exercise of the South African, Russian and Chinese navies has raised some eyebrows in Western embassies in Pretoria and defence think tanks back in their capitals. They are asking if Exercise Mosi is a signal that Pretoria is switching its military allegiance from the West to the two nations the United States (US) regards as its greatest security threats. And could this be regarded as a 'BRICS-lite' military drill involving three of the five BRICS members (the other two being India and Brazil). In other spheres, BRICS often regards itself as being a counter to the West.

Exercise Mosi comes barely a month after another show of Russian military force in South Africa – the landing at Waterkloof Air Force Base of two Russian supersonic Tupolev Tu-160 Blackjack bombers, capable of carrying nuclear weapons. Escorted in by South African fighter jets, this marked the first touchdown in Africa of the Russian aircraft. Why the sudden burst of military activity, particularly with Russia? The Blackjack bombers landed just as President Cyril Ramaphosa was taking off to attend the first Russia-Africa summit in Sochi, where defence and security cooperation were on the agenda.

Ramaphosa denied the two events had deliberately occurred simultaneously to send a message about South Africa-Russian military relations. Military experts confirm the visit was planned long ago. Nevertheless it's difficult to accept that all this military activity is not meant to be sending a message to someone. Russian military expert Captain Vasily Dandykin has presented the joint naval exercise as a sort of proto-BRICS manoeuvre. He noted that at the recent BRICS summit Russian President Vladimir Putin called for greater integration among BRICS countries in the military sphere (currently non-existent) and not only in economics and politics.

Dandykin suggested the cooperation was significant because of growing Russian and Chinese interest in Africa. There was also 'an element of diplomacy, a flag demonstration. Having sent Russian ships to South Africa, Defense Minister Sergey Shoigu, as it were, demonstrated to the United States that the Russian fleet could act together with the Chinese anywhere in the world,' he said. He was sure Western governments would take note of this. Indeed it seems they have and some Western analysts are warning of a switch in allegiance by South Africa from the West to the East.

That seems a bit of a stretch, at least in the short term. One former admiral points out that a full BRICS military exercise is unlikely because of the distrust between China and India, who still have border disputes to resolve. He also suggests Brazil could have been absent from this exercise because its current right-wing President Jair Bolsonaro wouldn't have wanted to do anything to offend his friend US President Donald Trump. Darren Olivier, a director of South Africa's *African Defence Review*, cautions against over-interpreting recent events as indicating an ideological or strategic shift of Pretoria away from its predominant military partnerships with North Atlantic Treaty Organization (Nato) countries towards Russia – Nato's arch-rival - and China.

He says, for instance, that the doctrine and logistics, not to mention equipment, of South Africa's navy are geared towards Nato. The navy has conducted exercises with Nato itself in the past but more frequently and more recently with individual Nato members like Germany, the US and France. Its biggest regular joint drill is Exercise Good Hope with the German navy, a logical partner given that South Africa's frigates and submarines are German-made.

Olivier also points out that Exercise Mosi is simulating 'low-hanging fruit', such as anti-piracy drills and joint disaster rescue missions. Exercise Good Hope, by contrast, regularly simulates real warfare. This, another defence source suggests, indicates a degree of mistrust or at least tentativeness on the part of South Africa – and perhaps Russia and China – about fully working together.

Olivier says one factor that might provoke suspicion that South Africa is switching allegiance is that joint military exercises with Western partners have become scarcer. But that's because of drastic cost-cutting in the South African National Defence Force, not because of any ideological or strategic decision by Pretoria, he says. Like Dandykin, some South African military experts see Exercise Mosi as expressing Russia and China's interests in Africa as a whole, more than their interest in South Africa specifically. The Russian and Chinese ships involved were in African waters anyway, for other reasons, so it wasn't difficult to extend their journeys to visit Cape Town for the exercise.

'For Moscow and Beijing this was also about demonstrating their ability to project power, to travel to the other end of the planet to visit a country they don't have very deep military relations with, just to show they can do it, without jeopardising their normal operations,' one said. This expert saw the visit of the Tu-160 bombers as allowing Russia to boast the ability of the planes to fly the enormous distance to South Africa non-stop. The visit may also have illustrated some tentativeness between the two sides. It was reported at the time that the Russian aircraft were escorted in by South African Air Force Hawk trainer fighters and Gripen fighter jets. But other reports say the Gripens were in fact never in the air at the same time as the Tu-160s because of suspicions on one or both sides that flying in close proximity would somehow reveal classified tactical information.

If this is true, it shows the limits to military cooperation between South Africa and Russia, perhaps because of the former's Nato-oriented military doctrine and

culture. This would be hard to give up, the expert said, making it unlikely that South Africa would emulate Rwanda which recently reconfigured its entire military on the Chinese model. A Western diplomat agrees that it's unlikely South Africa is switching allegiance, at least for now, noting that this would contradict the welcome tendency by new international relations minister Naledi Pandor to try to balance South Africa's relations between the West and BRICS. 'It's worth keeping an eye on for the future,' says Olivier. 'But I don't think there's any concern yet about a full-scale change in South Africa's military orientation.'

#### ❖ Gabon novembre - décembre 2019

Retour en Afrique pour la Défense belge et sa Force Aérienne. Depuis 2015, la Défense organise l'exercice « Tropical Storm » au Gabon, tous les deux ans, afin de maintenir et développer ses compétences africaines. Pour cette édition 2019, qui se déroule du 6 novembre au 23 décembre, la composante terre et médicale et la Force Aérienne ont déployé 800 personnes et 8 appareils au Gabon : 3 C130H (15e Wing), 3 A-109 et 2 NH-90 (1er Wing).

Les 3 C130H effectueront une centaine d'heures de missions, soit environ 200 heures de vol. Les 3 A-109 voleront 150 heures et les 2 NH-90 une centaine d'heures. L'objectif affiché de cet exercice est de maintenir l'expérience africaine de la Défense belge et d'être prêt pour une mission NEO (Non-combatant Evacuation Operation) de civils d'une zone en crise éventuelle, qui est l'une des tâches permanentes de l'armée belge.

#### ❖ Soudan 9 décembre 2019 - RFI

Le Premier ministre du Soudan a annoncé que le contingent soudanais combattant au Yémen est passé de 15 000 à 5 000 soldats. Le chef du gouvernement de Khartoum a également déclaré qu'il n'y avait pas de « solution militaire » à la guerre qui dévaste le pays depuis 2015.

Aux pires heures de la guerre en 2016, le Soudan avait compté jusqu'à 40 000 soldats enrôlés dans la coalition arabe qui combat aux côtés du gouvernement du président Abdrabbo Mansour Hadi contre les rebelles Houthis.

L'objectif, a déclaré le Premier ministre Abdallah Hamdok à sa descente d'avion en provenance de Washington, est de retirer à terme tous les soldats soudanais du conflit. Des soldats pour l'essentiel issus des Forces de réaction rapide du célèbre général surnommé « Hemetti », le numéro 2 du Conseil souverain soudanais. Et qui étaient surtout positionnés à la frontière de l'Arabie saoudite, pour empêcher les incursions rebelles. Le Soudan confirme donc les observations faites ces derniers mois : une désescalade militaire est bien en cours au Yémen, après cinq ans d'une guerre dévastatrice. En juillet dernier, c'étaient les Émirats arabes unis qui avaient annoncé ce qu'ils appelaient alors un « *redéploiement stratégique* ». En réalité, un désengagement progressif en vue d'adopter « *une stratégie de paix* ».

Tout cela fait suite aux fragiles pourparlers informels engagés depuis fin septembre par l'Arabie saoudite avec les rebelles Houthis. Une première étape vers un cessez-le-feu avait déjà été franchie début novembre, après la signature à Riyad d'un premier accord entre le gouvernement yéménite et la rébellion séparatiste qui contrôle le port d'Aden.

### ❖ Egypte - Afrique

11 décembre 2019 - Xinhua

Des dirigeants africains et des représentants internationaux ont souligné qu'il était crucial de promouvoir la sécurité et de lutter contre le terrorisme pour permettre au continent africain de se développer. Ces propos ont été tenus au cours de l'inauguration d'un forum de deux jours sur la paix, la sécurité et le développement durable en Afrique, qui se déroule dans la ville égyptienne d'Assouan. Le forum d'Assouan se concentre

principalement sur des thèmes comme la reconstruction post-conflit, l'éducation, le changement climatique et le développement durable en Afrique. Durant l'inauguration du forum, le président égyptien Abdel Fattah el-Sissi a appelé à "agir de manière décisive et collective contre les pays qui soutiennent le terrorisme dans le monde". Dans son discours, M. Al-Sissi a rappelé que plusieurs pays africains étaient touchés par les violences terroristes, notamment les régions du Sahel et de la Corne de l'Afrique, ainsi que certaines parties de l'Afrique du Nord.

De nombreux dirigeants ont assisté à ce forum, comme les présidents du Niger, du Tchad, du Nigeria et du Sénégal, ou encore des représentants des Etats-Unis, du Royaume-Uni et des Nations Unies. "Il n'y a pas d'alternative à la lutte contre le terrorisme dans les pays africains", a déclaré le président sénégalais Macky Sall durant la première session du forum, intitulée "L'Afrique que nous voulons : maintenir la paix, la sécurité et le développement". "La lutte contre le terrorisme consomme de 18 à 24 % du budget du continent africain, ce qui entraîne un déficit budgétaire significatif", a ajouté M. Sall. Exprimant son inquiétude quant à l'ingérence de certaines forces extérieures sur le continent, le président sénégalais a souligné que ce phénomène affectait négativement l'ensemble du continent africain. "Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour assurer la paix et le développement en Afrique", a-t-il indiqué. Au cours des discussions sur la reconstruction post-conflit et la manière de faire taire les armes à feu en Afrique, le président des Comores, Azali Assoumani, a souligné que le terrorisme

empêchait des pays africains de tirer pleinement parti de leurs ressources et de leurs capacités. "La sécurité et la paix sont la source du progrès pour le continent ", a-t-il noté. Le président nigérian Muhammadu Buhari a appelé à mettre l'accent sur la prévention des conflits en Afrique. "Nous devons faire taire les armes", a dit M. Buhari, ajoutant que l'Afrique doit investir davantage dans l'éducation, ce qui offre des opportunités pour un avenir meilleur. De son côté, le président nigérian Mahamadou Issoufou a déclaré : "Aucun développement ne peut se faire sans sécurité", expliquant que l'Afrique abrite la moitié des pays dynamiques du monde. Un taux de croissance minimum de 7% pourrait être atteint en développant les ressources naturelles, minérales et énergétiques, ce qui permettra aux pays africains de lutter contre la discrimination et les inégalités, a-t-il ajouté. "L'Afrique abrite 20% de la population mondiale, et ce chiffre atteindra 40% dans 40 ans, ce qui donne à l'Afrique un privilège qui pourrait être utilisé pour faire avancer le développement durable", a expliqué M. Issoufou.

L'Afrique a besoin de 400 milliards de dollars américain par an pour mettre en œuvre les plans de développement, a-t-il dit, notant qu'encourager les investisseurs à attirer davantage de fonds est "une solution indispensable". L'organisation du forum avait été annoncée par M. Al-Sissi en février lors d'un sommet de l'Union africaine (UA), à Addis-Abeba, capitale de l'Ethiopie. Sous la direction de l'UA, l'Égypte prend l'initiative de lancer ce forum afin d'aborder les défis, la sécurité, le développement et les opportunités en Afrique.

## ❖ Soudan – Soudan du Sud

24 décembre 2019 - french.china.org.cn

Le Soudan et le Soudan du Sud ont prolongé lundi jusqu'en mars 2022 leur accord pétrolier et conclu des arrangements économiques connexes, a rapporté l'agence de presse officielle soudanaise SUNA. Le nouvel accord stipule que le Soudan du Sud paiera 26 dollars pour chaque baril de pétrole passant par les oléoducs soudanais de la Petrolines for Crude Oil (PETCO) et 24,1 dollars par baril transporté par ceux de la Bashayer Pipeline Company (BAPCO). Il prévoit que le Soudan du Sud fournira également 28.000 barils de brut par jour à la raffinerie de Khartoum et à la centrale électrique d'Oum-Dabakir. Le texte a été signé à Khartoum par le ministre soudanais de l'Energie et des Mines, Adil Ali Ibrahim, et le ministre sud-soudanais du Pétrole, Awou Daniel Chuang.

"Cet accord représente un grand pas vers le renforcement de la coopération entre les deux pays dans le secteur pétrolier et gazier dans un esprit de fraternité et de coopération pour l'intérêt des deux pays", a déclaré M. Ibrahim. L'accord devrait également renforcer la coopération en vue d'accroître la production pétrolière au Soudan du Sud et mettre en place de grands projets économiques au profit des deux pays, a-t-il ajouté. M. Chuang s'est lui aussi réjoui de cette prolongation et de l'engagement des deux pays envers des accords de coopération pétrolière. Le Soudan et le Soudan du Sud avaient signé leur premier accord pétrolier en 2012, avant de le prolonger jusqu'au 31 décembre 2019. Le Soudan a perdu les deux tiers de ses revenus pétroliers après la scission du Soudan du Sud en 2011, mais le transport du pétrole sud-soudanais par les oléoducs soudanais génère néanmoins des revenus permettant de stimuler une économie soudanaise en difficulté.

## ❖ Somalie

28 décembre 2019

Un attentat à la voiture piégée a fait au moins 76 morts et des dizaines de blessés dans un quartier animé de Mogadiscio, une des attaques les plus meurtrières à frapper la capitale somalienne régulièrement ciblée par une insurrection islamiste, a déclaré un responsable des secours médicaux. Un responsable policier, Ibrahim Mohamed, a qualifié de « *dévastatrice* » l'explosion qui s'est produite dans une zone où la circulation est très dense en raison d'un poste de sécurité et d'un centre des impôts.

« *Cela a été dévastateur parce qu'il y avait beaucoup de monde, notamment des lycéens dans des bus* », a raconté un témoin, Muhibo Ahmed. « *Tout ce que j'ai pu voir, ce sont des corps éparpillés, certains brûlés au point d'être méconnaissables* », a déclaré une autre personne présente, Sakariye Abdukadir.

Le président somalien Mohamed Abdullahi Farmaajo a condamné l'attaque dans des déclarations diffusées par l'agence nationale de presse SONNA. « *Cet ennemi s'emploie à mettre en œuvre la volonté destructrice du terrorisme international, ils n'ont jamais fait quoi que ce soit de positif pour notre pays, ils n'ont pas fait de route, jamais construit d'hôpitaux ni d'établissements d'éducation* », a-t-il déclaré. « *Tout ce qu'ils font, c'est détruire et tuer, et (les Somaliens) le savent bien* ». Deux ressortissants turcs, qui seraient des ingénieurs en bâtiment, figurent également parmi les morts, a précisé le policier Imbrahim Mohamed.

« *On ignore encore s'il s'agissait de passants ou s'ils séjournait dans la zone* », a-t-il dit. A Ankara, le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Çavusoglu a confirmé que deux ressortissants turcs « *avaient perdu la vie dans l'attentat terroriste haineux perpétré à Mogadiscio* ». Le maire de Mogadiscio, Omar Mohamad Mohamed, a déclaré lors d'une conférence de presse qu'on ignorait encore le nombre précis de morts mais que celui des blessés se situait autour des 90. « *Nous confirmerons plus tard le nombre exact de morts mais il sera important. La plupart des morts sont des étudiants innocents et d'autres civils* », a-t-il dit.

L'attentat, qui n'a pas été revendiqué dans l'immédiat, survient dans un contexte marqué par de multiples actions meurtrières des islamistes shebab affiliés à Al-Qaïda. Ces insurgés ont juré la perte du gouvernement somalien, soutenu par la communauté internationale et par les 20.000 hommes de la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom). Chassés de Mogadiscio en 2011, ils ont ensuite perdu l'essentiel de leurs bastions. Mais ils contrôlent toujours de vastes zones rurales d'où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats-suicides, y compris dans la capitale, contre des objectifs gouvernementaux, sécuritaires ou civils. On estime qu'ils comptent entre 5 et 9.000 combattants dans leurs rangs.

Il y a deux semaines, les shebab avaient attaqué un hôtel de la capitale fréquenté par des responsables politiques, des officiers et des diplomates. Depuis 2015, on a dénombré 13 attentats en Somalie dont le bilan égale ou dépasse les 20 morts, dont onze à Mogadiscio, selon un comptage de l'AFP. Tous ont été commis à la voiture piégée.



L'attentat le plus meurtrier de l'histoire de la Somalie s'est produit en octobre 2017 où 512 personnes ont été tuées et quelque 295 blessées par l'explosion d'un camion piégé à Mogadiscio. Six ans plus tôt, un attentat suicide au camion piégé visant un complexe ministériel avait fait au moins 82 morts et 120 blessés, le premier revendiqué par les shebab depuis leur retrait forcé en août de Mogadiscio.

Présents en Somalie, les États-Unis y ont intensifié depuis avril 2017 leurs frappes aériennes après l'extension, par le président Donald Trump, des pouvoirs donnés à l'armée américaine pour lancer des opérations antiterroristes, par voie aérienne ou terrestre. En avril, le commandement militaire américain pour l'Afrique avait annoncé avoir tué 800 personnes en 110 attaques aériennes depuis avril 2017 dans ce pays de la Corne de l'Afrique.

#### ❖ Soudan

7 janvier 2020 - ONU

« Les violences communautaires à El Geneina, capitale de l'Etat du Darfour-Ouest, auraient fait au moins 54 morts, 60 blessés et 40.000 déplacés depuis le 28 décembre », a déclaré Jens Laerke, porte-parole d'OCHA, au cours d'une conférence de presse ce mardi à Genève. Parmi les personnes déplacées, 32.000 étaient déjà déplacés internes de trois camps de déplacés. Des milliers de civils soudanais ont également traversé la frontière du Tchad, cherchant refuge dans des villages près de la frontière avec le Soudan. Dans l'ouest du Darfour, les déplacés ont trouvé refuge dans plusieurs écoles et bâtiments gouvernementaux autour de la ville d'El Geneina.

L'ONU et ses partenaires soutiennent la réponse du gouvernement et les premiers secours fournis par le Croissant-Rouge soudanais, des groupes de jeunes locaux et d'autres partenaires nationaux. L'hôpital d'El Geneina est ouvert et les partenaires de la santé sont en train d'établir des dispensaires dans sept points de rassemblement de personnes déplacées. Selon OCHA, la situation dans la zone touchée est actuellement calme et semble se stabiliser tandis que les agences des Nations Unies assurent le transport de l'eau par camion, la distribution de savon et l'aide à la collecte des déchets sur les sites de déplacement.

Outre l'octroi de moustiquaires, de couvertures, de matelas et de bâches en plastique, les agences onusiennes distribuent également de la nourriture et apportent un soutien nutritionnel aux enfants. Le Darfour est déchiré depuis 2003 par des violences entre groupes armés et des heurts communautaires. Mais fin

décembre, les nouvelles autorités de Khartoum et neuf groupes rebelles ont adopté une feuille de route pour mettre fin au conflit au Darfour.

#### ❖ Libye

6 janvier 2020 - ONU

Le Président turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé le début du déploiement de soldats turcs en Libye en soutien au gouvernement d'accord national basé à Tripoli et menacé par une offensive du chef de guerre Khalifa Haftar, soutenu par la Russie, les Emirats arabes unis et l'Egypte. Ghassam Salamé, chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), s'est entretenu avec des journalistes à New York, à l'issue d'une réunion à huis clos du Conseil de sécurité. Cette réunion a eu lieu après que des dizaines de cadets ont été tués au cours du week-end dans une attaque de drones contre une académie militaire à Tripoli, siège du gouvernement reconnu par l'ONU.

Depuis avril, la ville est assiégée par l'armée nationale libyenne (ANL), qui est associée à une administration rivale dans l'est de la Libye. L'attaque contre l'académie militaire est la dernière d'une récente flambée de bombardements aériens et a probablement été menée « par un pays soutenant l'ANL », selon M. Salamé. Il a appelé les pays concernés à cesser de s'ingérer en Libye, qui est en crise depuis la chute de l'ancien dirigeant Mouammar Kadhafi en 2011.

« Ce que j'ai demandé au Conseil de sécurité, et ce que j'ai demandé à ces pays, est très clair : restez en dehors de la Libye. Il y a suffisamment d'armes en Libye. Ils n'ont pas besoin d'armes supplémentaires. Il y a suffisamment de mercenaires en Libye, alors arrêtez d'envoyer des mercenaires comme c'est le cas actuellement avec des centaines, voire des milliers, entrant dans le pays récemment », a-t-il dit. « Il existe une résolution appelant à un embargo sur les armes en Libye. Ceux qui ont voté pour cette résolution ont nécessairement besoin de la mettre en œuvre. Si tout le monde viole l'embargo sur les armes, c'est un problème. Mais si ceux qui l'ont voté le violent, c'est un problème encore plus grave », a-t-il ajouté.

L'envoyé des Nations Unies a décrit la situation actuelle en Libye comme « particulièrement difficile » et « sombre ». La population paie un lourd tribut, avec des dizaines d'écoles fermées, des établissements de santé attaqués et des milliers de déplacés. M. Salamé a souligné qu'il n'y avait pas de solution militaire à ce conflit, qui pourrait avoir un impact sur les pays voisins fragiles. L'ONU est déterminée à trouver un moyen de sortir de la situation actuelle, a-t-il déclaré.

La MANUL a lancé un processus en trois volets pour rapprocher les deux parties en conflit et discuter de la situation économique et financière, des questions militaires et de sécurité et du dialogue politique. Le premier volet a commencé lundi, avec des représentants des parties prenantes réunis à Tunis pour discuter des questions économiques et financières, a-t-il indiqué. « J'espère que dans les deux prochaines semaines, je pourrai lancer le deuxième volet concernant les questions militaires et de sécurité : le cessez-le-feu, l'embargo sur les armes, le processus DDR (désarmement, démobilisation et réintégration), le terrorisme et la lutte contre le terrorisme, et ce genre de problèmes », a-t-il ajouté. « Et j'espère qu'avant la fin de ce mois, nous pourrons lancer le dialogue politique, probablement à Genève ».

M. Salamé a également exprimé l'espoir qu'une conférence se tiendrait à Berlin dans les semaines à venir pour donner une « impulsion internationale » aux efforts en cours sur le terrain.

### ❖ Djibouti

7 janvier 2020 -  
french.china.org.cn

Djibouti a adhéré à la création d'un Conseil des Etats arabes et africains bordant la mer Rouge et le golfe d'Aden, a rapporté lundi l'Agence Djiboutienne d'Information (ADI). Une réunion en ce sens a réuni en effet ce même lundi à Ryad, en Arabie saoudite, les ministres des Affaires étrangères de l'Egypte, du Soudan, du Yémen, de la Somalie, de la Jordanie, de l'Erythrée, de Djibouti et de l'Arabie saoudite.

A l'issue de cette rencontre, les ministres ont procédé à la signature de la Charte créant le Conseil des

Etats arabes et africains bordant la mer Rouge et le golfe d'Aden.

Dans une allocution prononcée lors de la séance d'ouverture de cette réunion, le chef de la diplomatie djiboutienne, Mahmoud Ali Youssouf, a mis l'accent sur l'importance que revêt cette nouvelle entité, et a souligné à cette occasion "la nécessité d'unir les efforts et de coordonner le travail collectif face aux défis croissants", selon l'ADI. Exprimant sa "profonde inquiétude" devant notamment l'escalade des tensions dans la région, M. Youssouf a appelé également à la retenue et à la prévention de tout ce qui pourrait aggraver la situation, a précisé par ailleurs la même source.

En décembre 2018, l'Arabie saoudite a proposé la création d'un groupement d'Etats de la mer Rouge et de la Corne de l'Afrique, notamment pour "empêcher toute puissance extérieure de jouer un rôle négatif" dans cette région stratégique. Le Caire a accueilli la première réunion des Etats arabes et africains bordant la mer Rouge et le golfe d'Aden, au Caire, les 11 et 12 décembre 2017, avec la participation de l'Arabie saoudite, de la Jordanie, de Djibouti, du Yémen, du Soudan et de l'Erythrée.

### ❖ Kenya - USA

janvier 2020

Le commandement militaire des Etats-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) a annoncé l'envoi de renforts suite à l'attaque d'une base militaire américaine à Lamu, dans le sud-est du Kenya, près de la frontière avec la Somalie.

Trois Américains, un militaire et deux sous-traitants du Pentagone, ont été tués dans l'opération menée par des combattants du groupe islamiste somalien des shebabs, a

annoncé l'AFRICOM. Deux autres employés du Pentagone ont été blessés, a précisé la même source dans un communiqué, sans donner plus de précisions sur l'identité des victimes. L'attaque a été revendiquée par le groupe islamiste Al Shebab. Selon les autorités kenyanes, les quatre assaillants ont été tués et cinq complices présumés auraient été arrêtés. Plusieurs avions et des véhicules militaires ont été détruits.

Selon des habitants, les shebabs auraient détruit des infrastructures électriques à proximité, avant de percer l'enceinte du site vers 5h30 lors d'une attaque suicide à bord d'un véhicule, une méthode classique utilisée par les jihadistes. La piste d'atterrissage utilisée par la marine américaine aurait été visée.

Dans le même temps, une réserve d'essence et plusieurs avions auraient été touchés. Les autorités ont reconnu la destruction de deux avions légers, de deux hélicoptères américains et de plusieurs véhicules. Les officiels du Pentagone affirment que les dégâts sont minimes et n'auront aucun impact sur les capacités tactiques, stratégiques et militaires de la base.

L'AFRICOM "estime que l'attaque n'est pas liée à l'Iran", évoquant la crise qui a éclaté après la mort du général iranien Qassem Soleimani, tué dans la nuit du 2 au 3 janvier à Bagdad par un drone américain.

De fait, Al Shebab ne fait aucun lien avec la frappe américaine qui a tué Qassem Souleymani. Il faut dire que la plupart des Somaliens sont sunnites et non chiites. Les shebabs adhèrent à la vision salafiste de l'islam, inspirée de l'Arabie Saoudite, grande ennemie de l'Iran. Même si leur adversaire commun est "le Grand Satan américain".

Les shebabs ont formé une alliance avec al-Qaïda, et selon plusieurs sources, de nombreux jihadistes étrangers sont arrivés en Somalie pour prêter main forte au groupe intégriste.



Kenya – Al Shabaab (janvier 2020)

### ❖ Niger janvier 2020

« Jeudi, aux environs de 13H00 (12H00 GMT), le poste militaire avancé de Chinégodar a repoussé une attaque menée par des éléments terroristes. Le bilan provisoire est le suivant : côté ami 25 décédés et 6 blessés. Côté ennemi 63 terroristes neutralisés (tués) », selon le texte lu à la télévision publique par le porte-parole de la Défense, le colonel Souleymane Gazobi. Les assaillants sont « venus à bord de plusieurs véhicules et motos. (...) La riposte avec l'appui aérien combiné de l'armée de l'air nigérienne et de nos partenaires a permis d'effectuer des frappes et mettre l'ennemi en déroute hors de nos frontières ». Par « partenaires », le Niger entend souvent des avions de chasse ou drones français positionnés à Niamey dans le cadre de l'opération antijihadiste Barkhane et les drones américains qui surveillent le Sahel en permanence. « Les opérations de ratissage se poursuivent », conclut le communiqué.

Cette attaque survient un mois après celle du camp d'Inates dans le même secteur, qui avait fait 71 morts. C'est la première fois que le camp de Chinégodar, un village nigérien à 10 km de la frontière malienne, est visé. Cette base militaire est située dans la région de Tillabéri (ouest) souvent prise comme cible par des djihadistes. Chinégodar avait accueilli en 2012 les tout premiers réfugiés maliens après l'offensive des rebelles touareg et leurs combats avec l'armée dans le nord du Mali. Un état d'urgence censé prévenir les incursions djihadistes récurrentes est déjà en vigueur. Les autorités de Tillabéri ont aussi décidé « d'interdire la circulation de motos, de nuit comme jour » dans plusieurs localités, y compris dans la ville de Tillabéri, la capitale régionale.

### ❖ Sahel – France 14 janvier 2020 - RFI

À Pau, les dirigeants des pays participants au sommet du G5 Sahel ont tenu à exprimer dans un communiqué commun leur « reconnaissance à l'égard de l'appui crucial apporté par les États-Unis et ont exprimé le souhait de sa continuité ». Ces propos font suite à l'annonce d'une réduction des forces américaines en Afrique et au Proche-Orient par le général Milley, chef d'état-major des armées américaines, qui est ce mardi et ce mercredi à Bruxelles pour une réunion du comité militaire de l'OTAN avec ses homologues.

Le général d'armée Mark Milley confirme des indications de plus en plus convergentes depuis le mois de décembre : les ressources militaires des États-Unis pour l'Afrique et le Proche-Orient pourraient être d'abord réduites puis rapatriées ou redéployées vers le Pacifique. Le chef d'état-major des armées, au sommet de la hiérarchie militaire des États-Unis, affirme que toutes les options envisagées l'ont été en concertation avec les alliés.

Le commandement militaire américain pour l'Afrique, **Africom**, a été créé en 2007. Son état-major est en Allemagne, mais sept mille hommes sont stationnés en Afrique dont la moitié à Djibouti. Deux mille autres soldats sont déployés dans des missions de formation au bénéfice d'armées nationales. Parmi les projets à l'étude pourrait figurer la fermeture de l'imposante **base de drones** de l'armée de l'air américaine à Agadez au Niger. La motivation des États-Unis serait de réorienter les forces pour faire face à la Chine et à la Russie. Ces deux pays sont pourtant de plus en plus présents en Afrique, avec par exemple le contingent chinois à Djibouti ou les militaires russes en Centrafrique.

### ❖ Soudan du Sud 12 janvier 2020 - Priscille Pavec - Cité du Vatican

Depuis le 11 janvier, un représentant du gouvernement sud-soudanais ainsi que les chefs de six partis d'opposition se trouvent à Rome où, avec la médiation de Sant'Egidio, ils ont signé un engagement à construire ensemble la paix dans leur pays.

*La déclaration de Rome sur le processus de paix au Soudan du Sud* a été signée le 12 janvier par un représentant du gouvernement sud-soudanais ainsi que par les chefs de six partis d'opposition, rassemblés en une Alliance des mouvements d'opposition au Soudan

du Sud (SSOMA), qui n'avaient pas adhéré à l'accord de paix pris en septembre 2018 à Addis Abeba. En dix paragraphes, ils reconnaissent les souffrances que traverse aujourd'hui le peuple sud-soudanais ainsi que les efforts accomplis par la communauté internationale pour aider le Soudan du Sud à sortir du conflit. Toutes les parties en présence s'engagent solennellement à cesser les hostilités (cette mesure prenant effet le 15 janvier à minuit), à laisser les organisations humanitaires locales et internationales venir en aide à la population et à poursuivre le dialogue entamé sous l'arbitrage de la communauté Sant'Egidio.

Lors de la signature de l'accord d'Addis Abeba, le président Salva Kiir et son principal opposant, Riek Machar, s'étaient engagés à former un gouvernement d'union nationale avant le 12 mai 2019.

N'ayant pu y parvenir, cette date butoir avait été repoussée au 12 novembre. Elle a cependant de nouveau été reportée de cent jours au début du mois de novembre. Plusieurs désaccords demeurent. Ils concernent notamment la formation d'une armée unifiée et les frontières des États régionaux au Soudan du Sud. Les différentes factions parviendront-elles à résoudre ces différents avant le 22 février? *«Difficile à prévoir»*, selon Mauro Garofalo, responsable des relations internationales de la communauté Sant'Egidio. *«Qu'un gouvernement soit formé ou non, le plus important est d'inclure tous ceux qui n'avaient pas signé [l'accord d'Addis Abeba]»*. La communauté Sant'Egidio organisera, d'ici deux semaines, une nouvelle rencontre pour discuter de l'application concrète de cet engagement pris à Rome. Toutes les voix y seront entendues.

Lors d'une conférence de presse organisée au siège de la communauté Sant'Egidio le 13 janvier, Pa'gan Amum Okiech, chef politique de l'opposition, a déclaré avoir signé *La déclaration de Rome sur le processus de paix au Soudan du Sud* car elle prévoit que les protagonistes affronteront ensemble *«les racines des problèmes qui ont mené le pays à la guerre»*, tel que la corruption. Selon lui, la nation doit se reconstruire sur les bases solides que sont le respect de la loi et de la citoyenneté. En compagnie de Barnaba Marial Benjamin, représentant le gouvernement, il a rappelé que de même que *«Rome ne fut pas bâtie en un jour»*, construire la paix au Soudan du Sud prend du temps. Tous deux ont cependant affirmé leur résolution de donner aux générations futures un pays où règnent la paix et l'harmonie. Pa'gan Amum Okiech et Barnaba Marial Benjamin ont également adressé leurs plus vifs remerciements au Pape François pour l'attention qu'il porte au Soudan du Sud. Ils ont rappelé la retraite

spirituelle organisée au Vatican au mois d'avril 2019 ainsi que le geste très fort du Saint-Père, qui s'était agenouillé devant Salva Kiir et Riek Machar, les suppliant de se réconcilier. Mauro Garofalo estime que *«cette rencontre à Rome, c'est une belle réponse aux mots et aux gestes du Pape François»*.

En adressant ses vœux au corps diplomatique le 9 janvier, le Saint-Père a, par ailleurs, réaffirmé sa volonté de se rendre au Soudan du Sud cette année.

### ❖ Soudan et Soudan du Sud

22 janvier 2020 - AFP

Au moins 32 personnes ont été tuées lors d'une attaque de présumés éleveurs soudanais contre un village de la région pétrolière d'Abyei, disputée entre Soudan et Soudan du Sud, a annoncé un responsable local. La région d'Abyei est contestée par les deux pays depuis que le Soudan du Sud a obtenu l'indépendance du Soudan en 2011. Des tensions existent depuis longtemps entre la communauté sud-soudanaise des Ngok Dinka et les éleveurs misserya soudanais qui traversent cette région pour que leurs bétail puisse se nourrir. Kuol Alor Kuol, administrateur en chef de la région, a précisé à l'AFP que des Misseriya lourdement armés et des miliciens avaient attaqué le village de Kolom tôt mercredi matin.

La Force intérimaire des Nations unies dans l'Abyei (UNISFA) est composée de 4.500 soldats éthiopiens et avait été déployée en attendant la délimitation de la frontière.

### ❖ Afrique - France

24 janvier 2020 - Air et Cosmos

Le Ministère des Armées a réalisé un premier bilan de l'année 2019 avec un focus particulier sur les résultats des OPEX.

Une opération militaire repose sur une stratégie, des missions et des moyens. Et si l'appréciation des résultats d'une OPEX peut être faite par différents canaux, les chiffres peuvent parfois s'avérer utiles. C'est ainsi que lors de son point presse le Ministère des Armées a présenté un premier bilan chiffré des opérations Chammal et Barkhane, sur l'année 2019.

Pour le Levant, rappelons tout d'abord que le dispositif s'articule actuellement autour de 11 Rafale, d'un AWACS, d'un C135 et d'un ATL2, des moyens déployés sur deux bases aériennes.

En 2019, ce sont ainsi plus de 1180 sorties aériennes qui ont été comptabilisées, lesquelles ont conduit à 45 frappes et à la destruction de 65 objectifs.

Mais si l'opération Chammal a pour ambition de lutter contre la prolifération de l'Etat Islamique dans la région, elle se compose également d'un volet formation. C'est ainsi que la Task Force Narvik, qui se concentre sur l'Iraki Counter Terrorism Service, a pu former l'année passée 1 400 soldats irakiens et 130 instructeurs. En parallèle, 700 soldats ont suivi un cursus de perfectionnement. La Task Force Monsabert a pour sa part formé un total de 1 400 militaires irakiens (soldats, instructeurs et cadres confondus).

Sur le théâtre sahélien, le dispositif aérien français s'articule désormais autour de trois drones, de 7 chasseurs, de 21 hélicoptères et de 6 à 10 avions de transport. Ces aéronefs auront conduit 950 sorties aériennes sur l'année 2019. Opération commandée par la France, Barkhane dispose également d'un soutien de certains partenaires européens, non négligeable. Le Ministère des Armées a notamment salué la participation espagnole, américaine, allemande et canadienne sur le plan des avions de transport, et du Royaume-Uni et du Danemark pour le volet hélicoptères. Le MinArm insiste notamment sur l'aide cruciale représentée par les hélicoptères de transport lourds Chinook britanniques.

Ce détachement, composé de trois voilures tournantes, a ainsi permis d'assurer le transport de 8 000 soldats. Enfin, la participation de l'Estonie a également été saluée, contribution qui devrait d'ailleurs s'accroître au cours de cette année.

Par ailleurs, comme pour Chammal, Barkhane dispose d'un volet de formation, établi en partenariat avec le G5 Sahel. Depuis 2014, 13 000 soldats ont ainsi été formés, aussi bien sur des modules d'instruction au tir, de sauvetage au combat tactique, à la coordination des opérations et à la lutte contre les IED.

Mais le bilan de Barkhane ne doit pas s'arrêter aux moyens et actions positives conduites. Il comporte également un triste bilan humain pour la France, qui a perdu 17 soldats au combat en 2019. « Nous nous inclinons une nouvelle fois devant leur mémoire, de même que devant celle des soldats burkinabè, maliens, nigériens et tchadiens morts au combat dans la lutte

contre le terrorisme et pour la défense de leurs pays », a rappelé le Ministère des Armées.

### ❖ Afrique - Russie

28 janvier 2020 - news-24.fr

Près de 200 mercenaires russes se sont déployés ces derniers mois au Mozambique pour combattre un rejeton croissant de l'État islamique là-bas, alors même que Moscou prend les premières mesures pour construire un port militaire dans la Corne de l'Afrique qui pourrait devenir la première base permanente de la Russie sur le continent.

La Russie étend régulièrement son influence militaire à travers l'Afrique en augmentant les ventes d'armes, les accords de sécurité et les programmes de formation pour les pays instables ou les dirigeants autocratiques. D'autres actions récentes de Moscou comprennent le déploiement discret de mercenaires et de conseillers politiques dans plusieurs pays, dont la République centrafricaine.

Des centaines de combattants russes sont arrivés en Libye ces derniers mois dans le cadre d'une vaste campagne du Kremlin pour intervenir au nom du chef de milice Khalifa Hifter afin de façonner l'issue de la guerre civile en Libye. Les responsables américains, analysant ce qu'ils appellent la concurrence des grandes puissances, se disent alarmés par l'influence croissante de la Russie, ainsi que de la Chine, alors que Washington peine à exercer ses objectifs économiques et de sécurité sur le continent.





❖ **Sahel**

4 février 2020 - Air et Cosmos

Le Ministère des Armées a annoncé le 2 février l'envoi au Sahel de 600 soldats supplémentaires. Une décision prise par le Président Emmanuel Macron, afin de porter le dispositif à 5 100 militaires. « Cette décision s'inscrit dans les orientations du sommet de Pau et de la construction de la Coalition pour le Sahel », a précisé le MinArm.

Il est ainsi prévu d'établir la task force Takuba dans la région des trois frontières et de disposer d'une organisation militaire plus adaptée à la menace terroriste. La majeure partie de ces 600 soldats sera ainsi déployée dans cette zone. « Une autre partie de ces renforts sera engagée directement au sein des forces du G5 Sahel pour les accompagner au combat » ajoute le Ministère des Armées.

Dans une ambition commune de renforcer les moyens humains, mais aussi matériels, déployés dans la BSS, le MinArm précise que « le Tchad devrait bientôt déployer un bataillon supplémentaire au sein de la force conjointe du G5 Sahel dans la région des trois frontières ». Une coopération qui devrait également passer par le déploiement de contingents européens, à l'instar de la République Tchèque qui a annoncé vouloir engager 60 militaires dans la task force.

Chargée d'un volet formation au profit des forces du sahel, la France a également exprimé son souhait de voir formaliser « une extension du mandat de la mission de la formation de l'Union Européenne (EUTM) pour lui permettre de coopérer avec les forces armées d'autres pays du G5 et d'assurer ainsi une partie plus importante de leur formation ».

❖ **Union africaine**

février 2020 - Nouveau Conseil de Paix et de Sécurité

Régions	Membres en place	Nouveaux Membres
<b>Afrique de l'Ouest</b>	Nigéria	Ghana, Bénin et Sénégal
<b>Afrique de l'Est</b>	Kenya	Djibouti et Éthiopie
<b>Afrique centrale</b>	Burundi	Cameroun et Tchad
<b>Afrique australe</b>	Lesotho	Mozambique et Malawi
<b>Afrique du Nord</b>	Algérie	Egypte

### III - Une IMAGE et un COMMENTAIRE



**Commentaire** : Vers un accord ? Un problème essentiellement africain où nous pouvons remarquer, une fois de plus, l'absence d'initiatives de l'Union africaine !



## IV - Le mot des NATIONS UNIES

### Rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine S/2019/930

14 décembre 2019 - (Synthèse)

Pendant la période considérée, l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine, signé le 6 février à Bangui est resté le cadre de référence pour le Gouvernement de la République centrafricaine et les 14 groupes armés. En dépit des efforts entrepris par les partenaires régionaux et internationaux à l'appui de l'Accord, son application est restée limitée.

Le Gouvernement et certains dirigeants des groupes armés se sont accusés mutuellement de ne pas respecter leurs engagements respectifs, comme l'ont montré les discussions sur les unités spéciales mixtes de sécurité, mises en place à titre temporaire. Sur le terrain, les groupes armés ont continué de porter atteinte à l'Accord massivement, ce qui a poussé les parties prenantes nationales et internationales à demander que des mesures répressives soient prises à l'encontre des responsables des violations commises. Entre autres, Abdoulaye Miskine, qui a menacé de renverser le gouvernement à diverses reprises après avoir signé l'Accord, a fait l'objet de plusieurs appels à des sanctions nationales et internationales.

Depuis le 14 juillet 2019, des combats ont lieu dans la préfecture de la Vakaga où le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC), dirigé par Nourredine Adma et Abdoulaye Hissène qui sont sous le coup de sanctions, a enregistré des défaites militaires majeures. Même si le conflit a été imputé aux tensions entre groupes ethniques, les combats résultent de la compétition entre groupes armés pour le contrôle du territoire, dont le FPRC, le Mouvement des libérateurs centrafricains

pour la justice et le Parti du rassemblement de la nation centrafricaine, nouvellement créé. Les affrontements intervenus dans la préfecture de la Vakaga ont alimenté les trafics d'armes dans la région, tous les groupes armés concernés ainsi que les recruteurs de combattants s'approvisionnant en armes depuis le territoire du Soudan. Certaines informations également fournies portent sur l'approvisionnement en armes (parfois, en échange de ressources naturelles) en République démocratique du Congo par des éléments de l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC) et des groupes antibalaka basés dans la préfecture de la Basse-Kotto. De nombreuses violations du droit international humanitaire ont été signalées, y compris des cas de détention illégale par les groupes antibalaka ainsi que par les factions de l'ex-Séléka que sont le FPRC, l'UPC et le Mouvement patriotique pour la Centrafrique. Le Groupe d'experts a par ailleurs enquêté sur la participation des membres des groupes armés aux attaques menées contre les civils et les intervenants humanitaires, ainsi qu'aux violences sexuelles et fondées sur le genre, notamment dans le triangle de Kaga-Bandoro, Batangafo et Kabo. S'agissant des ressources naturelles (l'or et les diamants), les trafics demeurent extrêmement importants dans toutes les régions du pays. À cet égard, le rapport traite notamment de l'évolution de la situation dans les régions de Kaga-Bandoro et de Ndélé. Il présente les résultats relatifs aux nouvelles structures de taxation illégale des factions de l'ex-Séléka, aux cas de trafic, dont un impliquant un proche associé d'Abdoulaye Hissène, ainsi qu'à un projet d'exploitation minière mécanique dans les régions contrôlées par le FPRC. Y figurent également des informations sur la situation à Bozoum (préfecture de l'Ouham), où les activités d'une société aurifère ont soulevé des tensions. Avec l'appui des partenaires internationaux, le déploiement rapide des Forces armées centrafricaines (FACA) s'est poursuivi hors de la capitale, notamment dans l'est. Malgré leur présence dans 15 des 16 préfectures, les soldats des FACA n'ont cessé de rencontrer de grandes difficultés, notamment dans les zones où des groupes armés étaient présents et où les FACA disposaient de capacités opérationnelles encore limitées.

La question du renforcement actuel de la Garde présidentielle fait aussi l'objet d'un examen dans le rapport. L'instabilité qui sévit dans les zones frontalières, en particulier dans les préfectures de la Vakaga et du Haut-Mbomou trouve son origine dans les décisions par les autorités du Soudan et du Soudan du Sud concernant la fermeture de leurs frontières avec la République centrafricaine (à titre seulement partiel et temporaire dans le cas du Soudan du Sud). Le rapport comprend également des informations sur la participation présumée de membres de l'ex-Séléka à la création d'un groupe armé appartenant à un réseau international et visant les intérêts occidentaux, israéliens et saoudiens en République centrafricaine et au-delà. Au sujet de la mise en œuvre des sanctions, le rapport examine les cas de violation de l'interdiction de voyager imposée à Nourredine Adam qui, selon les constatations du Groupe d'experts, a utilisé un passeport diplomatique soudanais au nom de Mohamed Adam Brema Abdallah. Le rapport rend compte par ailleurs des efforts constructifs déployés par le Gouvernement de la République centrafricaine pour identifier les avoirs des personnes faisant l'objet de sanctions et les mesures encore à prendre en la matière, à savoir le gel de tous les avoirs recensés.

## V - UNE CAPITALE AFRICAINE : Kigali (Rwanda)

### Rwanda : Au pays des mille collines

(données de la Banque mondiale au 12/2019)

Superficie	26 340 km <sup>2</sup>
Population	12 .3 millions
Croissance	7,8 %
PIB/hb	780 dollars
Inflation	-0,3 %

Comme le précise la Banque mondiale sur son site, « *le Rwanda a réalisé des progrès spectaculaires en termes de développement depuis le génocide et la guerre civile de 1994* ». Sur la scène africaine, le président Paul Kagame a réussi à lancer la réforme de l'Union africaine même si les résultats ne sont pas à la hauteur du cap qu'il avait fixé. Sur le plan international, il a réussi à imposer Louise Mushikiwabo à la tête de l'Organisation internationale de la francophonie grâce à l'appui de la France. Si la croissance demeure élevée, le peuple rwandais espère une certaine redistribution qui se fait attendre. La Chine est très présente au Rwanda (construction, téléphonie, commerces..).

### Kigali : une très belle capitale

Le pays s'est doté d'un petit aéroport très fonctionnel. Un second financé par le Qatar devrait voir le jour sous peu. La ville haute et la ville basse de Kigali surprennent par leurs très modernes cachets africains. A Kigali, il n'y a pas de bidonvilles. La réussite de la capitale s'illustre à travers des rues propres, des avenues bien entretenues.



La ville est verte. Les parcs, la nature mise en valeur, l'absence de gratte-ciels donnent une image de modernité sans équivalent sur le continent.



Il n'y a ni pollution excessive, ni d'embouteillages à Kigali. Les déplacements se font en bus et en taxis assez modernes. Le transport en motos-taxis est réglementé : le port du casque est obligatoire pour le conducteur comme pour le passager.



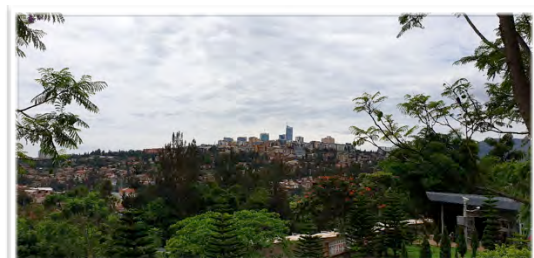
Kigali est une ville bouillonnante et sûre. Les Forces de sécurité sont discrètes mais visibles. Déambuler dans les rues de nuit comme de jour ne présente aucun danger. Cette capitale est attractive et vivable.



Le développement durable constitue une priorité nationale.

A l'aéroport de Kigali, les visiteurs sont priés de se séparer de leurs sacs plastiques. Et c'est appliqué !

Kigali est une magnifique capitale, aérée, construite et aménagée avec intelligence. Sa mise en valeur et son évolution sont constantes. Une capitale où la sécurité est réelle et qui n'a rien à envier aux villes européennes.



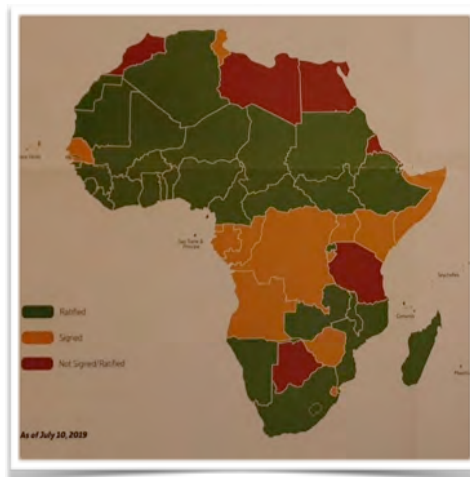
La vie à Kigali est sous contrôle, la parole de la population reste « mesurée ». Malgré un taux de croissance élevé, la vie est difficile car les salaires demeurent faibles.

Le Rwanda n'abrite aucune institution africaine.

## VI - CONCLUSION

En 2020, onze élections majeures<sup>2</sup> vont se dérouler au Togo, au Niger, au Burkina Faso, au Ghana, en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, en République centrafricaine (RCA), en Tanzanie, aux Seychelles, au Burundi, en Guinée. La Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance adoptée le 30 janvier 2007<sup>3</sup> est l'outil mis en place pour évaluer et conduire les efforts sur ces questions. Sur 55 États, 34 l'ont ratifiée, 15 l'ont signée<sup>4</sup> et 6 ne l'ont ni ratifiée ni signée<sup>5</sup>. L'article 17 de la Charte précise que « *Les États parties réaffirment leur engagement à tenir régulièrement des élections transparentes, libres et justes conformément à la Déclaration de l'Union sur les Principes régissant les Elections démocratiques en Afrique* ». Les États signataires se sont engagés à « *Promouvoir la tenue régulière d'élections transparentes, libres et justes afin d'institutionnaliser une autorité et un gouvernement légitimes ainsi que les changements démocratiques de gouvernement*<sup>6</sup> » mais aussi à « *Promouvoir la création des conditions nécessaires pour faciliter la participation des citoyens, la transparence, l'accès à l'information, la liberté de presse et l'obligation de rendre compte de la gestion des affaires publiques*<sup>7</sup> ».

Les élections de 2020 permettront d'observer l'évolution des pratiques électorales sur le continent.



Le prochain bulletin paraîtra le 02 avril 2020.

**Patrick FERRAS**

Stratégies africaines

[www.csba-ferras.eu](http://www.csba-ferras.eu)

<sup>2</sup>En Éthiopie, la coalition ou le parti qui a gagné les élections désigne le Premier ministre (pouvoir exécutif).

<sup>3</sup>Lors de la huitième assemblée ordinaire de l'Assemblée, à Addis Abeba.

<sup>4</sup>Angola, **Burundi**, Cap-Vert, Congo, République démocratique du Congo, Guinée équatoriale, Gabon, Kenya, Maurice, Sénégal, Somalie, Eswatini, Tunisie, Ouganda et Zimbabwe.

<sup>5</sup> Botswana, Égypte, Érythrée, Libye, Maroc et **Tanzanie**.

<sup>6</sup> Le Malawi vient de donner un signal fort dans ce sens avec l'annulation par la Cour constitutionnelle de la réélection présidentielle de Peter Mutharika (03 février 2020).

<sup>7</sup> Article 2, points 3 et 10.